Niveau(x) d'enseignement: 4 Numéro EDUQ : 8270225
Centre d'intérêt: 34

Levesque, Mireille, 1945-.

Poursuivre ou non ses études après l'école secondaire : analyse d'un processus de décision / Mireille Lévesque. -- Québec : Conseil supérieur de l'éducation, Direction des communications, d.l. 1982.
49 p. ; 28 cm.

"Le présent document est une synthèse de la recherche conduite au Conseil supérieur de l'éducation par Louise Sylvain et Mireille Levesque... Après l'école secondaire, étudier ou travailler, choisit-on vraiment?" -- *P. 3.* Code: 50-2056.

ISBN 2-550-04981-9

Cote Dewey: 373.12912'09714/L662p Cote LC: LC/145/.C38

Descripteur(s): *Enquête sur les finissants *Passage au travail *Passage au collégial *Marché du travail *Aspiration professionnelle *Aspiration scolaire *Cheminement scolaire *Persévérance scolaire *Caractéristiques de l'étudiant *Attitude de l'étudiant *Aspiration scolaire *Secondaire (Niveau)

Identificateur(s) de nom: *ASOPE (Projet) *Parsons, Talcott *Shils, E.A.

Synthèse d'un rapport de recherche qui retrace les processus qui président aux décisions prises par les jeunes de Secondaire V en matière de cheminement scolaire et occupationnel. Sur quoi s'appuient de telles décisions? Quels sont les facteurs qui pèsent le plus sur ces décisions? Dans quelle mesure les variables sociales, culturelles, psychologiques, scolaires interviennent-elles? S'agit-il d'une décision strictement individuelle ou est-ce là l'expression de manières d'être et d'agir collectives? Les deux théories utilisées dans cette étude sont la théorie générale de l'action (Parsons et Shils, 1962) et la théorie du processus de décision scolaire.

Les données proviennent de l'enquête ASOPE (Aspirations scolaires et orientations professionnelles des étudiants) menée au Québec de 1970 à 1977. Parmi les divers groupes rejoints par l'enquête, la cohorte sélectionnée pour la constitution de l'échantillon est celle des étudiants inscrits en Secondaire V en 1971-1972 et qui ont été suivis jusqu'en 1974-1975. Dans ce groupe, tous les jeunes fréquentant une école française et dont on pouvait suivre le cheminement au-delà du cours secondaire ont été retenus. Le sous-échantillon est de 5818 étudiants. De ce nombre, 3471 étaient inscrits en Secondaire V général et 2347 en Secondaire V professionnel en 1971-1972. La méthode statistique utilisée est l'Analyse nominale hiérarchique (ANOMHI).

La théorie du processus de décision scolaire permet de faire ressortir le fait que le choix entre la poursuite des études au niveau collégial et l'accès au marché du travail dès la fin du cours secondaire

est un choix rationnel qui s'appuie sur l'analyse des avantages et des inconvénients relatifs à l'orientation vers l'un ou vers l'autre cheminement et ce, à partir de la prise en considération de la double situation sociale et scolaire. La théorie de l'action sociale permet d'illustrer en quoi le cheminement suivi par les étudiants qui terminent leur cours secondaire constitue une action sociale et n'est par le simple résultat d'une démarche purement individuelle qui se ferait en dehors de tout contexte.

Type de document: r
Notice(s) connexe(s): 8270226
Auteur de l'analyse: jr

E D U Q 0270225

Poursuivre ou non ses études

APRÈS L'ÉCOLE SECONDAIRE

analyse d'un processus de décision

Mireille Levesque

Conseil supérieur de l'éducation
Québec

E D U Q 8270225

Poursuivre ou non ses études après l'école secondaire

analyse d'un processus de décision

Mireille Levesque

Conseil supérieur de l'éducation
Québec

L'auteur tient à souligner l'apport
de MM. Gilles Boudreault et Arthur Marsolais
dans l'élaboration de certaines parties
de ce texte, et de Madame Jocelyne Mercier
pour la dactylographie.

ISBN 2-550-04981-0
Dépôt légal: premier trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 3

1. Le processus de décision au terme des études secondaires 5

2. Le processus de décision de l'élève inscrit au secteur général 9

3. Le processus de décision de l'élève inscrit au secteur professionnel 17

4. Le secteur général et le secteur professionnel: deux clientèles différentes 25

5. La situation des filles par rapport à celle des garçons 31

6. La situation des élèves ue milieux favorisés par rapport à celle d'autres groupes sociaux 35

7. La situation de ceux qui réussissent bien en classe par rapport à ceux qui réussissent médiocrement 39

8. Vers quoi orienter notre attention et nos efforts? 41

Conclusion 49

Avant-propos

Le présent document est une synthèse de la recherche conduite au Conseil supérieur de l'éducation par Louise Sylvain et Mireille Levesque et portant sur l'influence de certains facteurs dans la décision de poursuivre des études ou d'accéder au marché du travail dès la fin du cours secondaire.

L'étude a porté sur un échantillon de 7 000 élèves francophones de secondaire V, suivis pendant quatre ans dans le cadre du projet de recherche A.S.O.P.E.[1]. Par la présente recherche, on a voulu expliquer le processus qui conduit les élèves, au terme de leurs études secondaires, soit à entreprendre des études collégiales, soit à accéder immédiatement au marché du travail. Ce choix que doit poser le jeune constitue un moment important dans sa vie. Une meilleure connaissance des mécanismes mis en cause représente un outil appréciable, nous semble-t-il, pour tous ceux et celles qui oeuvrent auprès de ces jeunes.

Cette publication tente de faire ressortir les phénomènes les plus marquants de la démarche des jeunes à ce point de bifurcation du cursus scolaire. Un tel cadre ne permet toutefois pas une analyse poussée de tous les faits qui caractérisent la démarche des élèves de secondaire V. Le lecteur intéressé à une étude plus approfondie des éléments esquissés dans le présent document pourra se référer au rapport intégral de la recherche publié par le Conseil supérieur de l'éducation et intitulé: ***Après l'école secondaire: étudier ou travailler. Choisit-on vraiment?***

1. A.S.O.P.E. Aspirations Scolaires et Orientation Professionnelle des Étudiants. Recherche longitudinale menée conjointement par l'Université Laval et l'Université de Montréal.

1.
Le processus de décision au terme des études secondaires

Que veut-on savoir?

Depuis quelques années, le Conseil supérieur de l'éducation s'est particulièrement préoccupé de la question de la démocratisation scolaire. C'est dans ce contexte que se situe la présente recherche dont l'objet est d'expliquer le processus qui conduit au choix entre le CEGEP ou le marché du travail au sortir de l'école secondaire. Les principales questions auxquelles on veut répondre sont les suivantes: Quelle orientation prennent les jeunes après les études secondaires? Quels processus président aux décisions prises par les jeunes en matière de cheminement scolaire ou non scolaire? Sur quoi s'appuient de telles décisions? Quels sont les facteurs qui pèsent le plus sur ces décisions? Dans quelle mesure certaines variables sociales, culturelles, psychologiques, économiques et scolaires interviennent-elles? S'agit-il d'une décision strictement individuelle ou est-ce là l'expression de manières d'être et d'agir collectives?

Le secondaire V: un carrefour

La fin des études secondaires apparaît comme un point tournant, un carrefour, dans la carrière scolaire des jeunes Québécois et Québécoises. L'élève qui arrive à ce niveau scolaire doit forcément se poser la question: est-ce que je vais au CEGEP ou est-ce que j'accède au marché du travail immédiatement? Le secondaire V correspond grosso modo, pour la plupart des jeunes, à la fin de la scolarité obligatoire. Déjà les statistiques scolaires et certaines recherches nous ont appris que le secondaire V, dans le système scolaire québécois, est un point de bifurcation stratégique dans le cursus scolaire. N'étant plus soumis à la contrainte de la scolarité obligatoire, l'élève de secondaire V peut exercer plus librement son choix de poursuivre ou non ses études, ce qui n'implique pas toutefois l'absence de pressions extérieures.

Une action sociale plus qu'une décision strictement individuelle

De toute évidence, la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires n'est pas uniquement une démarche individuelle mais elle est aussi une action sociale. Le choix de l'élève de secondaire V ne saurait être considéré isolément; il est une partie d'un ensemble plus large. Ainsi, les individus décident de leur carrière scolaire sous l'influence de divers facteurs qui peuvent être plus ou moins contraignants. Par exemple, certains facteurs peuvent guider le jeune dans son orientation, alors que d'autres exercent une véritable contrainte à laquelle il est difficile de se soustraire. Il en résulte que toute conduite individuelle a obligatoirement une signification et une portée sociale. Elle n'est pas le fruit du hasard mais plutôt la résultante de plusieurs éléments qui entrent en interaction et qui permettent de l'expliquer.

Concilier les exigences individuelles et les exigences du milieu

Le jeune doit donc affronter un réseau d'influences. Le choix posé doit concilier les exigences individuelles (goûts, aptitudes, etc.) et les exigences du milieu (situation économique, spécialisation professionnelle, situation familiale, etc.). C'est ainsi que l'élève de secondaire V doit, en quelque sorte, ajuster son cheminement à ses propres attentes, et aussi à celles de son milieu. Cependant, dire que le jeune adapte son action à la situation ne signifie pas pour autant, par exemple, que toutes les filles de milieux défavorisés opteront à coup sûr pour le marché du travail après le secondaire V. Ce serait là enlever toute autonomie à l'individu. On nierait également l'influence de facteurs autres que celui de la classe sociale d'appartenance.

L'évaluation des coûts-risques-bénéfices

Au sortir de l'école secondaire, le jeune doit évaluer le pour et le contre de la poursuite d'études collégiales. Pour utiliser le langage des sciences économiques, on pourrait dire que l'individu évalue les coûts, les risques et les bénéfices des divers choix qui s'offrent à lui. C'est ainsi que le jeune parvenu à ce stade de son cursus scolaire, doit évaluer les coûts que représente la poursuite de ses études, estimer les risques à encourir et apprécier les bénéfices qu'ajouterait un diplôme de niveau supérieur. Ladite évaluation des coûts-risques-bénéfices se fait à l'intérieur d'un contexte donné dont les paramètres servent de catalyseur à la décision qui doit être prise.

Les coûts à assumer

Ainsi, s'il décide de poursuivre des études postsecondaires, il doit en envisager les conséquences et en mesurer les coûts financiers (frais à encourir, manque à gagner, etc.), les coûts psychologiques (vivre dans une autre ville, s'isoler de ses amis si ceux-ci quittent l'école, efforts scolaires à fournir, etc.) et les coûts socio-culturels (forte motivation aux études, apprentissage de nouvelles valeurs, valeurs souvent non partagées avec la famille et les amis, etc.). Ces divers coûts ne doivent pas être plus importants que les bénéfices à retirer de ses études collégiales.

Les risques à encourir

Aux coûts s'ajoutent les risques à encourir si l'on poursuit ses études: peut-on faire face à ses engagements financiers? La réussite scolaire est-elle assurée ou incertaine? La confiance en soi et la motivation aux études sont-elles suffisamment grandes pour assurer la réussite? Y aura-t-il des possibilités d'emploi à la fin des études? Les structures scolaires sont-elles facilitantes ou inutilement contraignantes? Si les risques sont très élevés, l'utilité de poursuivre ses études est d'autant réduite.

Les bénéfices à retirer

Finalement, l'élève de secondaire V essaie d'anticiper les bénéfices à retirer de la poursuite de ses études: bénéfices d'ordre économique (salaire plus élevé), d'ordre psychologique (développement personnel, travail valorisant et créateur), d'ordre socio-culturel (prestige, activités professionnelles plus intéressantes, participation au bien-être de la communauté et à l'évolution sociale) et tout autre bénéfice que lui procurerait sa situation particulière. Plus les bénéfices anticipés sont qualitativement et quantitativement élevés, plus ils font contrepoids aux coûts et aux risques encourus et plus l'utilité des études postsecondaires apparaît grande.

Quelques facteurs d'influence du processus de décision

Étant donné l'importance de cette décision dans la vie des jeunes, nous avons voulu approfondir ce sujet et connaître les principaux facteurs qui entrent en ligne de compte dans ce processus de décision. Pour ce faire, nous répondrons aux questions suivantes. Les jeunes de milieux socio-économiquement faibles ont-ils autant de chances que les autres de poursuivre des études postsecondaires? Les filles ont-elles autant de chances que les garçons de s'engager dans un programme d'études collégiales? Dans quelle mesure le programme d'études dans lequel on est engagé au secondaire, d'une part, et les résultats scolaires, d'autre part, déterminent-ils la poursuite des études? Dans quelle mesure l'orientation des jeunes est-elle influencée par la nature de leur motivation aux études, par leur perception de l'utilité de l'école, par leurs aspirations scolaires? Dans quelle mesure le processus de décision dépend-il de l'importance qu'on accorde à l'occupation dans sa vie, de la plus ou moins grande indécision quant à la carrière future, des inquiétudes éprouvées face au marché du travail? Voilà autant de facteurs susceptibles d'influencer l'élève de secondaire V au moment où il doit choisir entre le CEGEP et le marché du travail.

Avantages et limites à situer l'observation en secondaire V

Mais avant de répondre à ces questions, il convient de fournir quelques précisions supplémentaires concernant le contexte ou l'environnement dans lequel sont placés les sujets qui ont participé à cette enquête. Étudier le choix que doit faire le jeune entre les études et le travail à un moment précis de sa vie, en l'occurrence lorsqu'il est en secondaire V, présente certains avantages mais aussi des limites. Du côté des avantages, il faut noter que le secondaire V constitue un point de bifurcation majeur dans la carrière de l'élève, comme nous l'avons dit précédemment. En ce sens, le moment d'observation est bien choisi, compte tenu de la structure même de notre système scolaire. Si avantages il y a de situer l'analyse au niveau de secondaire V, il y a aussi des inconvénients. C'est ainsi que plusieurs sujets de la génération à l'étude sont absents de l'échantillon retenu. C'est le cas de tous ceux et celles qui ont abandonné l'école en cours d'études secondaires et de tous ceux et celles qui ont terminé un programme professionnel court au niveau de secondaire IV. Il faut donc se rappeler que le processus de décision qui prend place en secondaire V n'est pas le fait de tous les jeunes d'une génération donnée, plusieurs quittant l'école avant le secondaire V. Une certaine proportion de jeunes, difficile à quantifier avec précision à ce stade-ci de nos connaissances sur le parcours scolaire à l'école secondaire, ne fait donc pas partie de notre champ d'observation.

Différences, dès le secondaire V, entre ceux qui iront au CEGEP et ceux qui n'y iront pas

Quant aux jeunes qui se retrouvent en secondaire V, l'observation et l'expérience révèlent vite qu'ils ne forment pas un groupe homogène. La dimension la plus apparente de cette hétérogénéité est sans contredit la destination ultérieure de ces jeunes. On remarque en effet que les différences sont grandes et ce, dès le secondaire V, entre ceux qui poursuivront des études postsecondaires et ceux qui accéderont immédiatement au marché du travail. Ces différences entre les deux groupes s'observent tant au plan de la situation scolaire des individus qu'au plan de leur situation sociale et de leurs attitudes et perceptions vis-à-vis de l'école et du travail.

Les secteurs général et professionnel: deux filières parallèles

Plus précisément, le secteur dans lequel on est engagé en secondaire V peut être plus ou moins rentable en matière de scolarisation postsecondaire et, par voie de conséquence, sur le marché de l'emploi. On se réfère ici au fait que l'école secondaire comprend deux filières parallèles: le secteur d'enseignement général et le secteur d'enseignement professionnel. Il s'agit bien en effet de deux structures différentes, voire divergentes. Ainsi, les programmes d'études générales et les programmes d'études professionnelles présentent des profils fort différents en termes d'objectifs (préparation aux études supérieures dans un cas, spécialisation professionnelle dans l'autre cas) et en termes de pratiques scolaires (les matières au programme ne sont pas les mêmes et lorsque les matières sont communes, le contenu diffère). Ces éléments mettent en évidence le caractère hermétique des secteurs d'enseignement: il y a parfois passage du général au professionnel (ce qui dans le système scolaire est loin d'être une promotion!), mais c'est une quasi-impossibilité structurelle d'entreprendre la démarche inverse. Au sortir des études secondaires, la distribution des élèves dans la structure socio-professionnelle se distingue très nettement selon le secteur d'enseignement dans lequel l'élève était engagé. Dès lors, il ne faut pas s'étonner du fait que l'orientation après les études secondaires diffère tellement d'un secteur d'enseignement à l'autre ni que les processus qui conduisent à une telle décision se distinguent passablement.

Caractéristiques de la clientèle de secondaire V . . .

Comme on le constate, les élèves inscrits en secondaire V ne constituent pas une masse homogène dont les diverses composantes seraient identiques à beaucoup d'égards. Dès le départ, on peut distinguer différentes catégories d'élèves. Pour le propos qui nous intéresse ici, retenons deux types de catégorisation: une première en fonction du secteur d'enseignement dans lequel est inscrit l'élève, une seconde en fonction de la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires. Il va sans dire que les contenus de ces deux types de catégorisation ne sont pas hermétiques l'un par rapport à l'autre. Ainsi, par exemple, la dimension «secteur professionnel» du premier type jouxte très souvent la dimension «non-poursuite des études» du deuxième type.

. . . en fonction du secteur d'enseignement

Une première distinction s'impose donc chez les élèves de secondaire V, soit celle liée au secteur d'enseignement. L'orientation vers le secteur général ou vers le secteur professionnel n'est pas le fruit du hasard et est rarement l'objet d'un choix parfaitement délibéré de la part du jeune. Il arrive souvent que l'élève s'engage dans des études professionnelles davantage parce qu'il a déjà éprouvé des difficultés scolaires au cours des années antérieures que parce qu'il ressent un intérêt réel pour un champ de spécialisation professionnelle donné. Si le passé scolaire de l'élève le détermine à s'engager dans une filière plutôt que dans l'autre, par contre, son avenir est hypothéqué par le choix du secteur d'enseignement. On pourrait schématiser ainsi le processus qui s'élabore alors tout au cours des études secondaires:

dossier scolaire → ***secteur d'enseignement*** → ***poursuite d'études postsecondaires***

. . . en fonction de la poursuite des études

Une deuxième distinction est liée à l'orientation empruntée après les études secondaires, soit la poursuite d'études collégiales ou l'accès immédiat au marché du travail. Ladite orientation est conditionnée largement, dans le système scolaire que nous connaissons, par le secteur d'enseignement dans lequel on se retrouve inscrit en secondaire V. Il s'agit là d'une contrainte structurelle particulièrement lourde. Par ailleurs, la destination choisie après le secondaire V est la résultante d'un processus complexe qui se rapporte à la fois à des facteurs psychologiques, socio-économiques, culturels et aussi strictement scolaires. Précisons que le processus de décision qui prend place en secondaire V est spécifique à ce point du cursus scolaire et ne saurait être généralisé d'emblée à d'autres étapes de la carrière scolaire.

Quatre profils d'élèves

En s'appuyant sur les distinctions faites en fonction du secteur d'enseignement et de la poursuite des études, on retrouve ce qu'on peut appeler quatre portraits-types de l'élève de secondaire V:

- l'élève du secteur général qui poursuit des études;
- l'élève du secteur général qui abandonne ses études à ce stade;
- l'élève du secteur professionnel qui poursuit des études;
- l'élève du secteur professionnel qui abandonne ses études à ce stade.

Considérons maintenant successivement le portrait global de l'élève inscrit au secteur général d'abord et celui de l'élève inscrit au secteur professionnel ensuite, en regard du processus sur lequel s'appuie la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires.

2.
Le processus de décision de l'élève inscrit au secteur général

Les jeunes qui poursuivent leurs études

Chez le groupe d'élèves observé dans cette étude, on note que ***sept (7) élèves sur dix (10) poursuivent des études collégiales au sortir du secondaire V général***. C'est dire que la majorité des jeunes qui parviennent à compléter des études secondaires générales s'engagent par la suite dans un programme d'études au CEGEP. Les trois autres élèves accèdent immédiatement au marché du travail. Le système scolaire semble donc retenir une proportion relativement importante des jeunes qui ont pu parvenir au stade du secondaire V général. Cependant, la situation est fort différente pour tous ceux, et ils sont fort nombreux, qui ont abandonné l'école avant le secondaire V ou encore qui sont engagés dans un secondaire V professionnel. Nous reviendrons sur ce sujet un peu plus loin.

La réussite scolaire est le facteur le plus déterminant

Pour l'instant, observons le profil de l'élève de secondaire V inscrit au secteur général. Qu'est-ce qui favorise, chez lui, la poursuite d'études postsecondaires? L'élève de secondaire V inscrit au secteur général présente un profil relativement différent de celui de son camarade inscrit au secteur professionnel. S'il se retrouve au secteur général plutôt qu'au secteur professionnel, c'est avant tout parce qu'il réussit bien en classe, ce qui peut fortement l'inciter à planifier une carrière scolaire plus longue. Rien d'étonnant à ce que sa réussite s'accompagne d'une plus grande motivation aux études et d'un intérêt plus marqué pour l'école. ***La décision de poursuivre des études collégiales repose d'abord et avant tout***, chez les élèves inscrits au secteur général, ***sur une bonne réussite scolaire***, c'est ainsi qu'on a deux fois plus de chances[1] de fréquenter le CEGEP si on a de bons résultats scolaires plutôt que des résultats médiocres[2]. Cette grande importance accordée aux notes scolaires dans le processus de décision des jeunes est le fait tant des garçons que des filles et se retrouve quel que soit le milieu social d'origine.

---

1. Voici comment il faut lire et comprendre la notion de chances relatives à laquelle nous renverrons souvent en bas de page. Par exemple, à la note 2, il faut lire ainsi: ceux qui obtiennent des notes de 65% et plus ont 66 chances sur 100 de poursuivre des études collégiales et ceux qui obtiennent des notes de moins de 65% ont 34 chances sur 100 de poursuivre leurs études; donc, les élèves qui obtiennent de bonnes notes scolaires ont à peu près deux fois plus de chances que ceux qui obtiennent des notes faibles de poursuivre leurs études. Toutefois, cela ne veut pas dire que 66% des élèves qui obtiennent de bonnes notes poursuivent effectivement des études postsecondaires. Les chances relatives de poursuivre des études n'ont donc rien à voir avec le taux réel de survie dans le système scolaire. Elles identifient plutôt l'effet spécifique d'un facteur donné, ici les notes scolaires, sur la décision de poursuivre des études. Plus l'écart est grand entre les diverses catégories d'un facteur (ici, notes de 65% et plus, notes de moins de 65%), plus ce facteur est important dans la décision scolaire du jeune. À l'opposé, si les chances avaient été, par exemple, de 51 sur 100 et de 49 sur 100, on aurait conclu que les notes scolaires, qu'elles soient faibles ou élevées, ont peu d'importance dans la décision de poursuivre ou non ses études.

2. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de la réussite scolaire

notes scolaires 65% et plus	66 chances sur 100
notes scolaires moins de 65%	34 chances sur 100

On étudie plus longtemps dans les milieux favorisés

Si l'importance accordée à une bonne réussite scolaire est présente dans tous les milieux sociaux, cela ne veut pas dire pour autant que les élèves des diverses classes sociales ont des chances égales de poursuivre des études postsecondaires. En effet, on observe, à la suite de bien d'autres études, que ***les élèves dont la famille a un statut socio-économique élevé, ont beaucoup plus de chances d'entreprendre des études collégiales que ceux dont le statut social d'appartenance est faible ou moyen***. Dans ces deux derniers cas d'ailleurs, on note que les chances d'aller au CEGEP sont sensiblement équivalentes[3]. Il est à noter qu'en secondaire V général, d'après notre échantillon, la répartition des élèves selon le statut socio-économique d'origine est la suivante: 40% viennent d'un milieu socio-économiquement faible; 35% d'un milieu moyen et 25% d'un milieu élevé.

Situation particulière des élèves de milieux défavorisés inscrits au secteur général

Si les élèves dont le statut socio-économique d'origine est faible ont autant de chances, et même légèrement plus, de fréquenter le CEGEP que ceux issus des classes moyennes, il faut sans doute attribuer cette observation au fait que la clientèle de ce niveau scolaire dont le statut socio-économique est faible est ***une clientèle «choisie», déjà fortement sélectionnée en fonction du rendement scolaire*** et des aptitudes spécifiques qu'on exige de la population étudiante destinée à une longue carrière scolaire. Il ne faudrait donc pas s'étonner de constater que ceux et celles qui proviennent de milieux défavorisés aient d'aussi bonnes chances scolaires que les élèves des classes moyennes dans la mesure où ceux qui éprouvaient des difficultés d'apprentissage ont déjà été éliminés de la course, bien avant le secondaire V. Et l'on sait que ceux qui sont ainsi éliminés du programme d'études générales de secondaire V appartiennent majoritairement aux milieux dits défavorisés. Chez le groupe particulier que forment les élèves de secondaire V général donc, on observe que les meilleures chances de poursuivre des études postsecondaires se retrouvent chez les classes les plus favorisées comparativement aux chances offertes aux autres groupes sociaux. Les coûts anticipés d'ordre économique et socio-culturel sont d'autant plus bas, relativement parlant, que la position sociale de la famille est élevée, ce qui aurait pour effet de faire croître à leurs yeux l'utilité des études collégiales.

Les garçons légèrement plus favorisés que les filles

Si on analyse maintenant la situation relative des garçons et des filles inscrits au secteur général, on observe que la distribution selon le sexe est semblable (52% sont des garçons et 48% sont des filles). En regard de la poursuite d'études postsecondaires, on observe que les garçons ont même légèrement plus de chances que les filles, soit 1,2 fois, de poursuivre des études après le secondaire V[4].

---

3. Chances relatives de poursuivre des études en fonction du statut socio-économique d'origine

statut socio-économique faible	48 chances sur 100
statut socio-économique moyen	44 chances sur 100
statut socio-économique élevé	58 chances sur 100

4. Chances relatives de poursuivre des études en fonction du sexe

garçons	54 chances sur 100
filles	46 chances sur 100

Le phénomène se retrouve quelle que soit la classe sociale d'appartenance et à niveaux de réussite scolaire comparables. On pourrait donc dire que, quelles que soient la situation sociale et la situation scolaire de ces jeunes, ***les garçons sont légèrement plus favorisés que les filles lorsqu'il s'agit de poursuivre des études collégiales.*** C'est comme si les filles se dissuadaient de poursuivre leurs études plus souvent que ne le font les garçons. Par contre, on n'observe pas moins que les filles réussissent mieux que les garçons dans leurs études. En secondaire V, moment où se situe notre observation, les filles obtiennent des notes scolaires plus élevées que celles des garçons, et ce, quelle que soit la classe sociale considérée.

Les attitudes qui favorisent la poursuite des études . . .

On observe donc que certains facteurs peuvent être considérés comme des «variables lourdes» (sexe, statut socio-économique d'origine, réussite scolaire), en ce sens qu'elles ont un impact déterminant dans l'orientation des jeunes après les études secondaires, soit vers le CEGEP, soit vers le marché du travail. Mais il ne s'agit pas là des seules influences qui interviennent dans un tel processus. Nous avons identifié aussi l'effet de certaines valeurs, attitudes et perceptions liées à l'école et au travail sur le choix des jeunes de secondaire V.

L'école en vue de la préparation à un métier

Notons, en premier lieu, l'influence de la motivation aux études sur la décision de poursuivre ou non ses études après le secondaire V. Il faut souligner que l'on ne parle pas ici du degré de motivation aux études (la motivation est-elle grande ou faible?) mais plutôt de la nature de la motivation considérée sous deux dimensions: le développement personnel et la préparation professionnelle. C'est ainsi que le fait d'aller à l'école pour se préparer à un métier, assure 1,2 fois plus de chances d'aller au CEGEP que si on fréquente l'école pour assurer son développement personnel[5]. Les études collégiales et universitaires se verraient attribuer une plus grande utilité dans la perspective d'acquérir une spécialisation professionnelle. Cependant, il faut ici apporter une nuance importante qui apparaît en poussant un peu plus loin l'analyse. ***Le fait d'aller à l'école pour s'assurer d'une préparation professionnelle favorise la poursuite d'études postsecondaires, mais seulement chez les garçons.*** Les filles, quant à elles, ne sont pas influencées par les raisons d'aller à l'école au moment de décider de leur orientation au sortir de l'école secondaire.

La perception de l'utilité de l'école

En outre, la décision de poursuivre des études collégiales est influencée par la perception de l'utilité de l'école. ***L'élève qui considère que l'école est utile est beaucoup plus encouragé à poursuivre ses études au CEGEP que celui qui ne voit là que vaine contrainte.*** Toutefois, l'impact de ce facteur varie selon les classes sociales: il est beaucoup plus important dans la classe socio-économique la plus favorisée. Les chances de poursuivre ses études sont donc plus grandes si l'école est jugée utile plutôt qu'inutile; elles sont de 1,9 fois plus grandes chez les jeunes dont le statut socio-économique de la famille est élevé, mais

5. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de la motivation aux études, différenciées selon le sexe

	garçons	*filles*	
préparation professionnelle	55	51	chances sur 100
développement personnel	45	49	chances sur 100

seulement 1,2 fois meilleures dans les classes moyennes et 1,1 fois chez les jeunes les plus défavorisés socio-économiquement[6]. Rien d'étonnant à ce qu'on décide de persister dans une voie qu'on estime être dans le sens de ses intérêts. Dans le cas contraire, on a plutôt tendance à décrocher.

Des aspirations scolaires élevées

Un autre aspect de la réalité scolaire qui influence beaucoup le jeune quant à l'orientation à prendre après l'école secondaire, est celui des aspirations scolaires. Celles-ci sont très fortement liées au choix posé par l'élève, soit aller au CEGEP, soit accéder immédiatement au marché du travail. ***En effet, l'élève qui aspire à poursuivre des études postsecondaires a beaucoup plus de chances d'entreprendre des études collégiales*** comparativement aux chances de celui qui souhaite s'en tenir à un certificat d'études secondaires. ***Les chances sont d'autant meilleures que de bons résultats scolaires éliminent bien des obstacles à la réalisation d'aspirations scolaires élevées.*** C'est ainsi que ces chances sont 6,1 fois plus grandes si la réussite scolaire est bonne tandis qu'elles ne sont que 3,5 fois plus grandes si les résultats scolaires sont plutôt faibles[7]. Mais dans les deux cas, on note que des aspirations scolaires élevées favorisent grandement la poursuite d'études postsecondaires.

Les difficultés perçues influencent le choix des filles

Par ailleurs, la réalisation de ses aspirations scolaires peut être perçue par l'élève comme étant plus ou moins difficile. Et ladite perception influera sur le degré d'actualisation des aspirations exprimées. C'est ainsi que ***si l'on perçoit que la réalisation de ses aspirations scolaires sera peu difficile, on aura plus de chances (1,4 fois) de les concrétiser***, c'est-à-dire d'entreprendre des études collégiales. ***Mais un tel phénomène se retrouve chez les filles seulement:*** si elles perçoivent des difficultés, elles auront davantage tendance à gagner immédiatement le marché du travail[8]. Chez les garçons, par contre, qu'on perçoive peu ou beaucoup de difficultés, la décision de poursuivre ses études n'en sera pas tellement affectée.

---

6. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de la perception de l'école, différenciées selon les classes sociales (SSE):

	SSE faible	*SSE moyen*	*SSE élevé*	
école utile	53	54	65	chances sur 100
école non utile	47	46	35	chances sur 100

7. Chances relatives de poursuivre des études en fonction des aspirations scolaires, différenciées selon la réussite scolaire:

	réussite bonne	*réussite faible*
projets d'études secondaires	14	22
projets d'études postsecondaires	86	78

8. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de la difficulté à réaliser ses aspirations scolaires, différenciées selon le sexe:

	garçons	*filles*	
réalisation difficile	48	41	chances sur 100
réalisation peu difficile	52	59	chances sur 100

Influence des attitudes liées au travail . . .

Le jeune de secondaire V n'est pas seulement soucieux de ce qu'il vit à l'école, mais il a aussi une certaine conception du travail: importance que le travail occupera dans sa vie, décision à prendre quant à son orientation professionnelle, perception des ouvertures plus ou moins grandes offertes par le marché du travail. Ces diverses perceptions exercent une certaine influence sur la décision de continuer ou non ses études.

L'influence de la valorisation de l'occupation n'est pas uniforme pour tous

D'abord, considérons la valorisation de l'occupation. Pour de nombreux jeunes, le fait de valoriser beaucoup l'occupation dans leur vie va les inciter à abandonner leurs études dès le secondaire V. C'est le cas notamment des élèves dont le statut socio-économique d'origine est faible ou moyen. Chez les jeunes dont le statut est élevé, une telle attitude va, au contraire, plutôt encourager la poursuite d'études postsecondaires[9]. C'est donc dire que la perception que l'on se fait de l'importance de l'occupation dans sa vie n'influence pas dans le même sens tous les finissants de secondaire V inscrits au secteur général. ***Selon la classe sociale d'appartenance, l'attitude face à l'occupation encouragera la poursuite des études dans certains cas et la découragera dans d'autres cas.***

L'indécision professionnelle incite souvent à quitter l'école

Un autre aspect lié à la vie de travail intervient également dans la prise de décision des jeunes. Il s'agit de l'indécision professionnelle: le jeune de secondaire V est-il fixé ou non quant à la profession ou au métier qu'il voudra exercer? S'il est très indécis, par exemple, il peut être difficile de choisir telle option plutôt que telle autre. Dans une telle situation, il semble que les jeunes réagiront différemment selon les milieux sociaux auxquels ils appartiennent. C'est ainsi que le jeune qui est très indécis quant à sa future carrière aura tendance à abandonner ses études plutôt qu'à entrer au CEGEP, s'il vient d'un milieu dont le statut socio-économique d'origine est faible ou moyen. Il juge sans doute que le risque est grand de s'engager dans des options et des programmes qui ne lui serviront pas. Alors à quoi bon perdre son temps et prolonger un «manque à gagner»? Ne vaut-il pas mieux travailler immédiatement après les études secondaires? Le raisonnement semble contraire chez les jeunes issus de milieux très favorisés. En effet, les élèves les plus indécis quant à leur future profession ont plus de chance de s'orienter vers le CEGEP plutôt que d'abandonner leurs études dès le secondaire V[10]. Tout se passe comme s'ils pouvaient se payer le luxe de s'engager dans un programme d'études qui risque de ne pas leur convenir. Cela n'est pas bien grave, on peut toujours reprendre un autre programme qui correspondra davantage à ses intérêts. ***On observe donc, si on est indécis face à la carrière à embrasser, une attitude différente selon la classe sociale d'appartenance, lorsque vient le temps de s'orienter à la fin des études secondaires.***

---

9 Chances relatives de poursuivre des études en fonction du degré de valorisation de l'occupation, différenciées selon les classes sociales (SSE):

	SSE faible	*SSE moyen*	*SSE élevé*	
forte valorisation	44	46	55	chances sur 100
faible valorisation	56	54	45	chances sur 100

10 Chances relatives de poursuivre des études en fonction de l'indécision professionnelle, différenciées selon les classes sociales (SSE):

	SSE faible	*SSE moyen*	*SSE élevé*	
plus indécis	45	47	57	chances sur 100
moins indécis	55	53	43	chances sur 100

L'inquiétude face aux possibilités d'emploi est vécue fort différemment

Par ailleurs, on observe que, déjà sur les bancs de l'école, se fait sentir l'influence du marché du travail. Et l'on y est plus ou moins sensible selon le milieu social d'origine. On peut aller jusqu'à dire qu'à chaque classe sociale correspond une attitude particulière. En effet, ***lorsqu'il s'agit de l'influence de l'inquiétude face aux ouvertures du marché du travail, on remarque que ladite influence, sur le cheminement suivi au sortir de l'école secondaire, s'exerce de manière différente pour chaque classe sociale***. Dans les milieux défavorisés, si on est très inquiet quant aux possibilités de se trouver un emploi, on est un peu plus incité à poursuivre des études collégiales. On compte surtout sur l'école pour se rendre plus apte à décrocher un emploi. Le jeune issu des classes moyennes, pour sa part, semble tenir le raisonnement inverse. Plus il est inquiet face aux possibilités d'emploi, plus il a tendance à quitter l'école rapidement. Peut-être compte-t-il plus sur ses propres capacités ou encore sur les relations sociales de sa famille que sur une formation plus poussée pour se trouver un emploi. Quant au jeune de milieux socio-économiquement favorisés, il semble que sa perception des diverses possibilités d'emploi n'influence nullement sa décision de poursuivre ou non des études postsecondaires. Que l'on craigne ou non de se trouver un emploi n'entre pas en ligne de compte dans le choix de parfaire sa formation ou encore dans celui de quitter l'école. On n'est donc pas sensible, au moment de s'orienter scolairement ou professionnellement, à cet aspect de la conjoncture du marché du travail[11].

Le profil de l'élève du secteur général qui poursuit des études postsecondaires

En somme, on peut dire que tous les élèves de secondaire V inscrits au secteur général n'ont pas les mêmes chances de poursuivre des études collégiales. En regard de ce qui a été dit précédemment, on peut identifier quelques-uns des facteurs qui encouragent les jeunes à poursuivre une carrière scolaire plus longue. Les élèves, donc, qui présentent les caractéristiques suivantes ont les meilleures chances d'aller au CEGEP: ce sont les garçons dont le statut socio-économique d'origine est élevé, qui réussissent bien en classe, qui expriment des aspirations scolaires élevées, qui jugent l'école utile, surtout pour leur assurer une bonne formation professionnelle.

Quant aux caractéristiques ayant trait aux valeurs et attitudes relatives au travail, elles peuvent influencer, dans un sens différent, les divers milieux sociaux. C'est ainsi que si on est issu d'une classe très favorisée, on a plus de chances de poursuivre ses études si on valorise fortement l'occupation dans sa vie, si on ne sait pas trop, à ce stade-ci de ses études, vers quelle carrière s'orienter et ce, peu importe qu'on pense éprouver ou non quelque difficulté à se trouver un emploi. Par contre, dans les milieux défavorisés, ce qui encourage à persévérer dans la voie scolaire c'est le fait d'accorder peu d'importance au travail dans sa vie, d'être décidé quant à sa future carrière et aussi de s'inquiéter des possibilités d'emploi qui sont offertes à la fin des études. Tout se passe comme si les jeunes de ces milieux comptaient sur l'école pour se préparer le mieux possible, dans une carrière choisie, à s'approprier un emploi disponible. Si la conjoncture du marché de l'emploi est difficile, on estime que l'école peut fournir des outils pour y faire face.

---

11 Chances relatives de poursuivre des études en fonction de l'inquiétude face au marché du travail, différenciées selon les classes sociales (SSE).

	SSE faible	*SSE moyen*	*SSE élevé*	
inquiets	53	46	50	chances sur 100
peu inquiets	47	54	50	chances sur 100

Le profil de l'élève du secteur général qui abandonne l'école après le secondaire V

En corollaire, on peut dégager les principales caractéristiques qui se retrouvent chez les élèves qui quittent l'école au terme de leurs études secondaires. Ce sont surtout des jeunes dont le statut socio-économique d'origine est moyen ou faible, qui ne réussissent pas très bien en classe, qui n'aspirent pas à poursuivre des études postsecondaires, qui jugent l'école inutile sans doute parce qu'ils n'y trouvent pas ce qu'ils y cherchent, c'est-à-dire assurer le développement intégral de leur personnalité. Sur le plan des attitudes relatives au travail, ces jeunes issus de milieux pas très favorisés socio-économiquement accordent plus d'importance que les autres à l'occupation dans leur vie, et comme leur choix de carrière n'est pas définitivement arrêté, ils préfèrent ne pas pousser plus loin leur formation scolaire et commencer au plus tôt à cumuler des expériences de travail.

Le choix des jeunes résulte d'une évaluation des coûts et avantages rattachés à chaque voie offerte

En définitive, pour l'élève de secondaire V, un premier élément, que l'on peut qualifier de structurel, représente un avantage très net dans la poursuite d'une carrière scolaire plus longue, c'est ***le fait d'être inscrit au secteur général, filière privilégiée pour accéder aux études supérieures. S'il s'agit là d'une condition nécessaire, elle est toutefois loin d'être suffisante***. Les profils esquissés ci-haut mettent en évidence les facteurs qui contribuent à minimiser les coûts et à évaluer de façon positive les avantages à retirer de la poursuite d'études postsecondaires pour certains groupes d'individus. Pour d'autres groupes, l'évaluation des mêmes facteurs peut conduire à déprécier les bénéfices d'une prolongation des études. Tout dépend de la situation et de l'environnement dans lequel se retrouve le jeune. Nous analyserons de manière plus approfondie, dans une section ultérieure, la portée et le sens des diverses influences que nous venons de décrire en matière de décision à prendre au terme des études secondaires.

3.
Le processus de décision de l'élève inscrit au secteur professionnel

Caractéristiques de la clientèle du secteur professionnel

La clientèle de secondaire V inscrite au secteur professionnel se démarque, à bien des égards, de celle inscrite au secteur général. En effet, à partir des statistiques du ministère de l'Éducation du Québec et de diverses recherches sur le sujet, on a pu constater que les élèves du secteur professionnel se distinguent par une réussite scolaire généralement faible, par un retard scolaire d'une année en moyenne, par un statut socio-économique d'origine relativement modeste, par un empressement à obtenir une formation professionnelle dès l'école secondaire et par un intérêt plus marqué pour les matières dites «professionnelles» que pour les matières dites «générales». Pour ces jeunes, le programme d'études générales tel qu'il existe ne correspond pas à leurs besoins ni à leurs intérêts. On pourrait dire que l'école ne leur a vraiment pas réussi. Ces différences entre les clientèles du secteur général et du secteur professionnel seraient encore plus marquées si on avait également considéré, dans le cadre de cette recherche, la clientèle du secteur professionnel court.

La difficulté d'accéder au CEGEP

En regard de la poursuite d'études supérieures, on peut affirmer sans risque de se tromper, que ***l'accès au CEGEP et à l'université est difficilement à la portée des élèves du secondaire V professionnel***. Le caractère terminal du programme d'études professionnelles invite les élèves à ne pas aller plus avant dans une carrière scolaire. On y accepte une qualité d'enseignement moindre en instaurant quasi systématiquement les voies allégées dans les matières dites «de base». Les élèves de ce secteur, conscients d'une telle situation, évaluent négativement les possibilités d'accéder à des études postsecondaires. Cependant, il demeure qu'une petite minorité d'élèves inscrits au secteur professionnel en secondaire V s'engagent dans un programme d'études collégiales. Nous esquisserons maintenant les principales caractéristiques du profil type de ces élèves.

Les jeunes qui poursuivent leurs études: une infime minorité

Après avoir suivi le même groupe d'élèves pendant trois ans, on observe qu'environ ***un élève sur sept inscrit au secteur professionnel passe de l'école secondaire au CEGEP***, que ce soit après un an ou deux en secondaire V, le temps d'obtenir les préalables nécessaires à l'admission au CEGEP. On convient aisément qu'il s'agit là d'une proportion infime de jeunes qui poursuivent leurs études au-delà de l'école secondaire. Pour les autres jeunes qui accèdent immédiatement au marché du travail, est-ce là la voie qui leur convient le mieux? Sans aucun doute, pour certains d'entre eux. Mais pour les autres, en s'étant engagés plus ou moins délibérément dans un secteur qui, structurellement, ne conduit pas aux études supérieures, ne sont-ils pas forcés par le système scolaire à se voir fermer plusieurs portes «professionnelles»? La question demeure entière. Pour le moment, essayons de dégager les principaux facteurs qui peuvent favoriser les quelques rares «élus au cénacle collégial».

Les chances d'aller au CEGEP sont meilleures dans les milieux favorisés

Les élèves inscrits au secteur professionnel en secondaire V ont d'autant plus de chances de poursuivre des études collégiales, même s'ils sont peu nombreux à le faire, qu'ils appartiennent à des milieux socio-économiques favorisés. Ces derniers ont 1,8 fois plus de chances de demeurer élèves que leurs compagnons dont le statut socio-économique d'origine est faible et 1,5 fois plus de chances que ceux dont le statut est moyen[1]. Un tel phénomène se retrouve tant chez les garçons que chez les filles et quel que soit le degré de réussite scolaire. Il paraît vraisemblable que, pour les jeunes d'origine sociale modeste qui fréquentent le secteur d'enseignement professionnel, les coûts relatifs aux études collégiales paraîtraient d'autant plus excessifs qu'ils se superposent à un risque plus élevé, dans la mesure où, quand on entre au CEGEP après des études secondaires professionnelles, on s'aventure en quelque sorte dans des sentiers non battus, puisque les études secondaires professionnelles conduisent habituellement au marché du travail. ***Le statut socio-économique d'origine apparaît le facteur le plus important dans la décision que doivent prendre les élèves au sortir de leurs études secondaires professionnelles.*** Autrement dit, chaque classe sociale fait une évaluation différente des avantages et des coûts de la poursuite d'études collégiales, évaluation plus positive pour les jeunes d'origine aisée et plus négative pour ceux d'origine modeste. D'ailleurs, il est à noter que le secteur professionnel recrute majoritairement sa clientèle dans les classes moins favorisées socio-économiquement. La distribution des élèves selon le statut socio-économique d'origine est la suivante: 56% sont issus d'un milieu socio-économique faible, 30% d'un milieu moyen et 14% d'un milieu élevé.

Les garçons ont plus de chances d'aller au CEGEP que les filles

En outre, cette clientèle regroupe plus de filles que de garçons. En effet, deux élèves sur trois au secteur professionnel sont des filles. En matière de cheminement suivi après les études secondaires, on note une assez grande différence entre garçons et filles. C'est ainsi que ***les garçons qui poursuivent des études secondaires professionnelles ont 1,3 fois plus de chances que les filles d'aller au CEGEP***[2]. Ce phénomène s'observe dans toutes les classes sociales et pour des niveaux de réussite scolaire comparables. Il semble que l'évaluation des avantages et des inconvénients associés au cheminement scolaire et ceux relatifs au cheminement non scolaire se fait de manière différente pour les garçons et pour les filles. Pour ces dernières, les études secondaires professionnelles peuvent apparaître suffisantes, dans la mesure où celles-ci permettront de travailler un certain temps jusqu'au mariage ou encore dans la mesure où elles assureront un salaire d'appoint. Dans un tel contexte, les filles sous-estimeraient les bénéfices à retirer d'un investissement en éducation, comparativement à l'évaluation qui en est faite par les garçons et ce, même si elles réussissent généralement mieux que les garçons.

1. Chances relatives de poursuivre des études en fonction du statut socio-économique d'origine

statut socio-économique faible	37 chances sur 100
statut socio-économique moyen	46 chances sur 100
statut socio-économique élevé	67 chances sur 100

2. Chances relatives de poursuivre des études en fonction du sexe

garçons	57 chances sur 100
filles	43 chances sur 100

La réussite scolaire a une certaine importance

Pour passer outre à la destination «naturelle» du secteur d'enseignement professionnel, on a vu que le facteur le plus «facilitant» était le fait d'appartenir aux classes sociales les plus favorisées. Dans ce cadre, la réussite scolaire est un facteur d'influence moins important en matière de cheminement suivi au sortir de l'école secondaire. Cette situation s'explique dans la mesure où les candidats du secteur professionnel ont souvent été classés en voie allégée, ou encore régulière, au premier cycle du cours secondaire. Non seulement le processus de sélection des postulants aux études collégiales n'accorde pas une équivalence aux notes obtenues en voie allégée et à celles obtenues en voie régulière ou enrichie, mais les élèves eux-mêmes, flairant le cul-de-sac de ces mécanismes de sélection, s'auto-éliminent en évaluant négativement leurs chances de réussir des études collégiales. Il n'en demeure pas moins que ***les notes scolaires*** obtenues dans un programme d'études secondaires professionnelles, ***dans le cas d'une réussite scolaire vraiment exceptionnelle, peuvent encourager quelque peu certains jeunes à entreprendre des études collégiales***. C'est ainsi que ceux et celles qui réussissent très bien en classe ont 1,3 fois plus de chances d'aller au CEGEP que ceux et celles qui réussissent moins bien[3].

Les attitudes qui favorisent la poursuite des études . . .

Le statut socio-économique d'origine, le sexe et la réussite scolaire sont trois facteurs qui peuvent favoriser l'accès au CEGEP pour les finissants du secondaire V professionnel, dans les sens décrits précédemment. En outre, d'autres facteurs interviennent pour expliquer la décision des jeunes d'accéder immédiatement au marché du travail pour la plupart d'entre eux ou encore la décision, pour certains, d'entreprendre des études collégiales. Nous verrons maintenant quels sont ces facteurs d'influence: d'abord les attitudes et perceptions liées à l'école, ensuite celles relatives au travail.

L'école en vue du développement personnel

Soulignons d'abord l'influence de la motivation aux études sur la décision d'aller ou non au CEGEP. Les jeunes qui fréquentent l'école en vue de se préparer à un métier semblent avoir atteint leur objectif en complétant des études secondaires professionnelles. Il leur apparaît tout naturel, la spécialisation professionnelle étant assurée, d'accéder immédiatement au marché du travail. Dans le cas de ceux qui vont à l'école surtout pour des raisons de développement personnel, les études secondaires professionnelles répondent sans doute moins à leurs attentes. Une prolongation de la scolarisation est susceptible de combler davantage leurs besoins à ce sujet. C'est probablement le raisonnement que tiennent les élèves inscrits au secteur professionnel, ce qui expliquerait le fait que ***ceux qui voient en l'école un moyen de développement personnel ont 1,4 fois plus de chances d'entrer au CEGEP***, comparativement à ceux qui visent surtout à se spécialiser pour entrer sur le marché du travail. Mais il faut souligner qu'***une telle observation ne***

3. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de la réussite scolaire

notes scolaires 65% et plus	56 chances sur 100
notes scolaires moins de 65%	44 chances sur 100

s'applique qu'aux garçons. Les filles ne semblent pas tenir un tel raisonnement[4]. Elles sont probablement plus sensibles à d'autres phénomènes. Les garçons verraient donc dans les études collégiales un moyen de parfaire leur développement personnel, ce qui les inciterait davantage à poursuivre au-delà des études secondaires et ce, malgré le handicap imposé par la structure scolaire.

La perception de l'utilité de l'école

Un autre phénomène relatif aux attitudes face à l'école est aussi présent chez les garçons mais absent chez les filles. Il s'agit de la perception de l'utilité de l'école. ***Les garçons qui perçoivent l'école comme étant utile ont plus de chances*** (soit 1,6 fois) ***de poursuivre des études collégiales que ceux qui la jugent inutile***[5]. On peut supposer que les bénéfices anticipés seront d'autant plus grands que l'élève considère l'école comme utile et formatrice. Par ailleurs, une telle attitude peut intervenir dans le calcul de ce qu'on pourrait qualifier de «coûts psychologiques». Sous cet angle, on peut croire que plus l'école sera considérée comme utile et formatrice, moins il en pèsera à l'élève de prolonger sa scolarisation en vue d'atteindre les buts qu'il s'est fixés. Quant à la différence qu'on observe entre garçons et filles en ce domaine, nous y reviendrons dans une section ultérieure.

Des aspirations scolaires généralement peu élevées

Les aspirations scolaires sont beaucoup moins élevées au secteur professionnel qu'au secteur général. Alors qu'au secteur professionnel, un jeune sur cinq seulement aspire à poursuivre des études postsecondaires, au secteur général, quatre jeunes sur cinq expriment les mêmes aspirations. Si on ne cherche pas à expliquer les raisons d'une telle situation, on ne s'étonne pas dès lors d'observer un cheminement scolaire relativement conforme aux aspirations des jeunes. Chez la petite minorité des élèves du secteur professionnel qui poursuivent leurs études au-delà de secondaire V, on observe que ***le fait d'exprimer des aspirations scolaires élevées favorise grandement l'accès au CEGEP***: les chances sont 8 fois plus grandes que dans le cas d'aspirations scolaires faibles (c'est-à-dire le désir de s'en tenir aux études secondaires)[6].

---

4. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de la motivation aux études, différenciées selon le sexe:

	garçons	*filles*	
préparation professionnelle	42	49	chances sur 100
développement personnel	58	51	chances sur 100

5. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de la perception de l'école, différenciées selon le sexe:

	garçons	*filles*	
école utile	61	51	chances sur 100
école non utile	39	49	chances sur 100

6. Chances relatives de poursuivre des études en fonction des aspirations scolaires:

projets d'études secondaires	11 chances sur 100
projets d'études postsecondaires	89 chances sur 100

Les difficultés perçues entravent la poursuite des études

Toutefois, ***de telles aspirations ont d'autant plus de chances de s'actualiser***, c'est-à-dire de se traduire dans un cheminement scolaire au-delà de secondaire V, ***que les élèves perçoivent peu de difficultés dans la réalisation de leurs aspirations***. En effet, si on perçoit peu de difficultés, on aura 1,7 fois plus de chances de concrétiser ses aspirations scolaires comparativement aux chances qu'on aurait si on envisageait beaucoup de difficultés[7]. Quels que soient les aspects entrant en jeu dans la perception de difficultés à réaliser ses aspirations, on peut considérer qu'aux yeux de l'élève, le risque d'échec à un niveau scolaire supérieur augmente d'une manière proportionnelle aux difficultés perçues dans la réalisation de ses projets d'études. Et le risque augmentant, l'utilité de poursuivre ses études, quant à elle, décroît.

Influence des attitudes relatives au travail . . .

Comme on l'observe, la situation vécue à l'école par l'élève et la perception qu'il en a ne sont pas sans influencer la voie qu'il empruntera après le secondaire V. Qu'en est-il, par ailleurs, de l'influence, sur le cheminement, des attitudes exprimées à l'égard du travail?

Plusieurs élèves sont indécis face à leur carrière

On pourrait supposer que les élèves inscrits à un programme d'études secondaires professionnelles sont déjà fixés quant à la carrière qu'ils veulent exercer. Sans doute, dans la plupart des cas, les jeunes veulent-ils pratiquer le métier auquel les prépare l'option dans laquelle ils sont déjà engagés. Les données de la présente recherche remettent en question pareille assertion. En effet, près d'***un jeune sur deux*** (47,5%) ***se dit plutôt indécis quant à l'orientation professionnelle à prendre lorsqu'il entrera sur le marché du travail***. Il ne faudrait donc pas tenir pour acquis que l'élève inscrit dans l'option «électricité», par exemple, exercera à coup sûr le métier d'électricien. En tout cas, l'élève, quant à lui, à ce stade-ci de sa vie, ne semble pas en être assuré.

L'indécision professionnelle incite à quitter l'école

Quelle conséquence une telle indécision professionnelle peut-elle entraîner sur l'orientation scolaire ou professionnelle au sortir de l'école secondaire? Il semble que ceux qui s'engagent dans des études collégiales sont davantage décidés en matière d'orientation professionnelle. En effet, ***on a beaucoup plus de chances*** (avec quelques variantes selon les classes sociales) ***de poursuivre des études postsecondaires si on est décidé quant à la carrière à embrasser que si on est plutôt indécis*** (1,2 fois, dans le cas d'un statut socio-économique faible; 1,9 fois, dans le cas d'un SSE moyen et 1,4 fois, dans le cas d'un SSE élevé[8]). Autrement dit, l'impact de l'indécision professionnelle sur la décision des jeunes est plus important dans les classes moyennes et ensuite dans les classes supérieures

7. Chances relatives de poursuivre des études en fonction des difficultés envisagées dans la réalisation de ses aspirations

réalisation difficile	37 chances sur 100
réalisation peu difficile	63 chances sur 100

8. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de l'indécision professionnelle, différenciées selon les classes sociales (SSE):

	SSE faible	*SSE moyen*	*SSE élevé*	
plus indécis	46	35	41	chances sur 100
moins indécis	54	65	59	chances sur 100

que dans les milieux socio-économiques les plus défavorisés. Tout se passe comme si ces jeunes inscrits au secteur professionnel ne pouvaient se permettre d'entreprendre des études collégiales sans avoir une idée précise des options dans lesquelles ils devront s'engager. Une mauvaise orientation à l'entrée au CEGEP ou encore un changement d'options en cours d'études collégiales peuvent sembler catastrophiques à leurs yeux, d'autant plus qu'ils ont, en moyenne, un retard d'une année scolaire. D'ailleurs, ces élèves ne sont-ils pas déjà engagés dans une option professionnelle particulière? Il peut être difficile, pour eux, de changer d'orientation sans être obligés de reprendre entièrement leurs études de spécialisation professionnelle. Avant de s'engager dans une option précise à l'école secondaire, ils ont déjà dû réfléchir à la carrière dans laquelle ils voulaient s'engager.

La valorisation de l'occupation invite à l'abandon scolaire

Considérons, en deuxième lieu, l'influence de l'importance que le jeune accorde à l'occupation dans sa vie. Lorsque vient le moment de s'orienter vers le CEGEP ou le marché du travail, ***l'élève inscrit au secteur professionnel a plus de chances d'entrer au CEGEP s'il ne valorise que faiblement l'occupation dans sa vie comparativement à celui qui accorde beaucoup d'importance au travail***. Les chances du premier sont 1,4 fois plus grandes[9]. Tout se passe comme si le fait d'accorder une importance limitée à l'occupation incitait à différer son entrée sur le marché du travail, alors qu'au contraire, si on y attache beaucoup d'importance, on voudra en vivre l'expérience le plus rapidement possible. La grande importance accordée au travail semble réduire, aux yeux des élèves du secteur professionnel, les avantages d'une scolarisation plus poussée.

L'inquiétude face aux possibilités d'emploi n'affecte pas tous les élèves

Il en est ainsi de l'inquiétude éprouvée quant aux possibilités d'emploi qu'offre le marché du travail. ***Chez les élèves de milieux défavorisés, le fait d'être peu inquiet quant aux ouvertures du marché du travail offre plus de chances*** (soit 1,4 fois) ***à l'élève du secteur professionnel d'entreprendre des études collégiales que le fait d'être très inquiet***. Chez les autres groupes sociaux, la décision scolaire n'est, à toutes fins utiles, pas influencée par la crainte de ne pas se trouver un emploi[10]. On pourrait expliquer de la façon suivante le comportement des élèves de milieux défavorisés. Si on est très inquiet des possibilités d'emploi, on accède immédiatement au marché du travail avec, en mains, deux atouts: une spécialisation professionnelle déjà assurée et la possibilité d'avoir tout son temps pour se trouver un emploi. Si la situation d'emploi allait en se dégradant, ce n'est probablement pas un diplôme supplémentaire qui donnerait plus de chances de se trouver un emploi. L'élève se dit: «Mieux vaut tenter ma chance le plus tôt possible et cumuler des années d'expériences de travail». Par contre, les jeunes de milieux plus favorisés n'auraient pas à tenir un tel raisonnement, sans doute parce que la situation socio-économique dans laquelle ils se trouvent est plus favorable.

---

9. Chances relatives de poursuivre des études en fonction du degré de valorisation de l'occupation

forte valorisation	41 chances sur 100
faible valorisation	59 chances sur 100

10. Chances relatives de poursuivre des études en fonction de l'inquiétude face au marché du travail, différenciées selon les classes sociales (SSE).

	SSE faible	*SSE moyen*	*SSE élevé*	
inquiets	42	48	52	chances sur 100
peu inquiets	58	52	48	chances sur 100

Le profil de l'élève du secteur professionnel qui poursuit des études postsecondaires

En résumé, on peut dire que ***très peu d'élèves*** (1 sur 7 selon notre échantillon) ***inscrits au secteur professionnel entreprendront des études collégiales***. Toutefois, pour la petite minorité qui se retrouve au CEGEP, on remarque que certains facteurs les encouragent dans cette voie. Ainsi, ceux qui vont au CEGEP sont surtout issus d'un milieu socio-économique favorisé; ce sont plus souvent des garçons que des filles et ils réussissent très bien en classe. En outre, ils expriment des aspirations scolaires élevées et perçoivent peu de difficultés à les réaliser; ils jugent l'école utile, surtout pour assurer leur développement personnel. De plus, des facteurs relatifs aux attitudes face au travail incitent également à poursuivre des études collégiales. On a plus de chances d'aller au CEGEP si on est déjà décidé quant à la carrière qu'on veut exercer, d'une part, et si on valorise peu l'occupation dans sa vie, d'autre part. Aussi, mais seulement dans le cas des élèves dont le statut socio-économique d'origine est faible, on accède au CEGEP d'autant plus volontiers qu'on est peu inquiet des ouvertures qu'offre le marché du travail. Pour les classes plus favorisées, on ne tient tout simplement pas compte de cette préoccupation dans la prise de décision.

Le profil de l'élève du secteur professionnel qui abandonne l'école après le secondaire V

En corollaire, l'élève qui quitte l'école au terme de ses études secondaires (il s'agit là de la très grande majorité) présente les traits caractéristiques suivants. C'est un jeune dont le statut socio-économique d'origine est moyen, ou encore plus souvent faible, plus souvent de sexe féminin, qui ne réussit pas très bien en classe, qui n'aspire qu'à terminer ses études secondaires, qui juge l'école inutile maintenant que la spécialisation professionnelle, laquelle était sa principale motivation aux études, est assurée. Sur le plan des attitudes relatives au travail, l'élève qui abandonne ses études à ce stade du cursus scolaire se dit plutôt indécis quant à la carrière à envisager, ce qui peut avoir pour effet, du moins chez le jeune issu de milieux défavorisés, de le rendre plus inquiet quant aux possibilités d'emploi. Cependant, il n'en accorde pas moins beaucoup d'importance au travail dans sa vie et ce, quel que soit le milieu social dont il est issu.

La structure scolaire est particulièrement contraignante

Comme on le constate, pour les élèves inscrits en secondaire V, secteur professionnel, ***le facteur le plus contraignant en matière d'orientation après les études secondaires demeure le fait d'être engagé dans un programme d'études professionnelles***. Néanmoins, certains d'entre eux contournent cet obstacle structurel et parviennent à entreprendre des études collégiales. Leur environnement offre certaines conditions facilitantes (nous en avons identifié un certain nombre), lesquelles contribuent à minimiser les coûts, dans certains cas, ou à augmenter les bénéfices à retirer des études collégiales, dans d'autres cas. Le secteur professionnel, et la situation qui est faite aux élèves qui y sont engagés, illustrent bien jusqu'à quel point l'environnement, en l'occurrence ici la structure scolaire, peut être déterminant dans le processus de décision des jeunes.

4.
Le secteur général et le secteur professionnel: deux clientèles différentes

Deux clientèles différentes

Les secteurs d'enseignement à l'école secondaire se composent de clientèles qui se distinguent à plus d'un égard. Notons les différences observées à l'égard de deux caractéristiques individuelles. D'abord, le statut socio-économique de l'élève: le secteur professionnel, comparativement au secteur général, compte une proportion plus grande d'élèves issus de milieux socio-économiquement faibles (56% contre 40%). À l'opposé, le secteur général compte une plus grande proportion d'élèves de milieux très favorisés (25% contre 14%). En outre, les filles sont proportionnellement plus nombreuses que les garçons au secteur professionnel (2 filles pour 1 garçon), alors qu'au secteur général, garçons et filles sont en nombre sensiblement équivalent.

Un cheminement très différent

Lorsqu'on compare le processus de décision des élèves inscrits au secteur général et celui des élèves inscrits au secteur professionnel, il faut se rendre à l'évidence que nous sommes en présence d'univers radicalement différents. La réalité la plus manifeste est certes la proportion très inégale d'élèves qui passent du secondaire au CEGEP. Ainsi, l'appartenance à l'un ou l'autre secteur d'enseignement implique une destinée scolaire fort différente: au sortir du cours secondaire général, la grande majorité des jeunes s'orientent vers les études collégiales, tandis qu'au sortir du cours secondaire professionnel, la plupart des jeunes accèdent au marché du travail. Autrement dit, ***on est quasi assuré de quitter l'école dès la fin de secondaire V si on est engagé dans un programme d'études professionnelles, alors qu'on a des chances relativement bonnes d'aller au CEGEP si on est inscrit au secteur général.*** On observe donc que les coûts et les risques relatifs aux études postsecondaires et les bénéfices à en retirer sont évalués fort différemment selon le secteur d'enseignement. Qui plus est, après analyse du portrait-type de l'élève de chaque secteur d'enseignement, une seconde observation se dégage nettement, indépendamment de l'écart considérable entre les taux de poursuite des études: on note, à une exception près, que tous les facteurs d'influence étudiés jouent un rôle différent selon le secteur d'enseignement dans le processus de décision des jeunes.

Une exception: pas de différences selon le sexe entre les deux secteurs

Soulignons d'abord l'exception, c'est-à-dire la situation où il n'y a pas de différences entre les deux secteurs d'enseignement. Tant au général qu'au professionnel, les chances de poursuivre des études sont plus élevées pour les garçons que pour les filles. La variable sexe influencerait donc le processus de décision scolaire de la même façon dans les deux secteurs d'enseignement. Cependant, il faut se rappeler que les filles sont proportionnellement plus nombreuses au secteur professionnel (2 sur 3) qu'au secteur général (1 sur 2). Mais là s'arrêtent les similitudes dans le processus de décision des jeunes.

Importance relative de certains facteurs

Une première distinction entre les secteurs d'enseignement s'impose. Il s'agit de l'importance relative de ce que nous avons appelé les «variables lourdes», les unes par rapport aux autres, soit le sexe, le statut socio-économique d'origine et la réussite scolaire. Au secteur général, le facteur qui exerce le poids le plus déterminant dans la poursuite des études est sans contredit la réussite scolaire, suivi, par ordre d'importance, du statut-économique d'origine et du sexe. Au secteur professionnel, au contraire, la réussite scolaire est le moins important parmi les trois facteurs cités. C'est le statut socio-économique qui a le plus d'impact sur la décision de poursuivre ou non ses études.

Impact d'intensité différente de la réussite scolaire

Une différence très importante apparaît donc au sujet de l'impact de la réussite scolaire. Bien que dans les deux secteurs d'enseignement, ***une bonne réussite scolaire favorise davantage la poursuite des études qu'une réussite médiocre***, il appert cependant qu'***un tel phénomène est beaucoup plus marqué au secteur général qu'au secteur professionnel***. Ainsi, au secteur général, l'autonomie de l'élève dans la prise de décision s'exercerait plus librement sur la base de la réussite scolaire, dans la mesure où les notes scolaires sont interprétées par les différents agents d'éducation, y compris les élèves, comme un facteur «prédictif» de la réussite future. Alors qu'au secteur professionnel, le fait d'être engagé dans un tel programme d'études est si contraignant que les notes scolaires exerceraient, dans ce cas, un impact beaucoup moins important.

La réussite scolaire: un indicateur de risque

De ce fait, les résultats scolaires influent, différemment selon le secteur d'enseignement, sur les destins scolaires des individus, à plus d'un titre. D'une part, cela est bien connu, les résultats scolaires, de concert avec le profil des options choisies, servent, pour les institutions, à la sélection de leurs futurs candidats (compte tenu du nombre de places disponibles dans les différents programmes d'études, cette sélection s'opérera de façon plus ou moins sévère et les candidats venant du secteur général seront nettement favorisés). D'autre part, ***la réussite scolaire sert, pour l'individu, à l'évaluation de ses propres chances de réussite future***; elle peut être perçue par l'élève comme un bon indicateur du risque encouru à poursuivre des études postsecondaires. Or, on sait que les candidats du secteur professionnel ont éprouvé des difficultés scolaires, à un moment ou l'autre de leurs études secondaires, voire même de leurs études primaires. De ce fait, les chances de réussite future sont d'autant diminuées. Tout se passe comme si les risques d'échec à un niveau scolaire supérieur, tels qu'appréhendés à la suite d'une faible réussite scolaire en secondaire V, contribuaient à faire décroître, dans l'esprit de l'élève, l'utilité de poursuivre ses études et, à la limite, le dissuadaient d'entreprendre de telles études. On peut parler dans ce cas d'auto-élimination des individus. Cela n'a rien d'étonnant dans un système où on tient pour acquis que la réussite scolaire est le critère d'évaluation par excellence des individus. Certains facteurs pourraient contribuer, en outre, à cette intériorisation, par l'élève, de ses chances objectives de réussite. Ce pourrait être le cas, par exemple, du degré d'encouragement venant des parents et des enseignants, lequel varie, de fait, en fonction des résultats scolaires obtenus.

Réussite scolaire et secteur d'enseignement: deux critères de sélection scolaire

Étant donné la structuration même des réseaux d'enseignement, il n'est donc pas étonnant de constater l'existence de différences importantes entre le secteur général et le secteur professionnel. En réalité, ***la destination respective de chaque secteur d'enseignement ferait en sorte que les mécanismes de contrôle pèsent différemment sur le processus de décision***. Ainsi, puisqu'après des études secondaires professionnelles, on accède habituellement au marché du travail, il s'avère moins nécessaire pour le système scolaire d'établir d'autres critères de sélection, tels que les notes scolaires, dans la mesure où le fait de choisir le secteur professionnel opère déjà la sélection. Au secteur général, nonobstant sa destination naturelle, il semble indispensable d'établir des standards qui permettent de répondre aux exigences des établissements d'enseignement supérieur et par-delà, à celles du corporatisme professionnel. En plus donc de la sélection opérée par le secteur d'enseignement, le système scolaire s'est doté d'un autre mécanisme de contrôle, soit celui des résultats scolaires.

Impact d'intensité différente du statut socio-économique d'origine

Les secteurs d'enseignement se différencient également quant à l'impact qu'exerce le statut socio-économique d'origine sur l'orientation après les études secondaires. Contrairement à l'impact de la réussite scolaire, ***c'est au secteur professionnel que la classe sociale d'appartenance a le plus d'effet sur le processus de décision des jeunes, comparativement au secteur général***. Lorsque vient le moment où il faut décider de s'orienter ou non vers les études collégiales, les coûts de telles études paraîtraient d'autant plus excessifs, pour les jeunes d'origine sociale modeste qui fréquentent le secteur professionnel, qu'ils se superposent à un risque plus élevé, dans la mesure où, quand on entre au CEGEP après des études secondaires professionnelles, on s'aventure en quelque sorte dans des sentiers non battus, puisque le cours secondaire professionnel n'est pas orienté vers la préparation aux études collégiales. Et ce risque, les jeunes des milieux favorisés peuvent le courir beaucoup plus facilement que les jeunes de milieux moins favorisés. En outre, devant le fait que l'écart entre les jeunes de différents milieux socio-économiques soit moins grand, en termes de chances relatives de poursuivre des études, au secteur général, on pourrait supposer que les jeunes dont le statut socio-économique d'origine est faible, qui terminent un programme d'études secondaires générales, ne constituent peut-être pas un échantillon représentatif de l'ensemble des jeunes de cette strate sociale. En effet, comme on le sait, le choix du secteur professionnel en secondaire III est davantage le fait des jeunes de milieux moins favorisés que des jeunes plus favorisés socio-économiquement. Ces jeunes de milieux moins favorisés qui poursuivent des études générales auraient plutôt tendance à se retrouver dans les cas de réussite scolaire exceptionnelle. Quoi qu'il en soit, ceux qui risquent de retirer le plus d'avantages et de subir le moins d'inconvénients à poursuivre une carrière scolaire, ce sont les jeunes dont le statut socio-économique d'origine est élevé, comparativement à ceux dont le statut est faible, cet avantage étant d'autant plus marqué au secteur professionnel.

Impact contraire de la motivation aux études

En ce qui a trait à la motivation aux études, rappelons que ***les élèves inscrits au secteur général sont davantage incités à poursuivre leur carrière scolaire s'ils fréquentent l'école pour se préparer à un métier, alors que pour les élèves inscrits au secteur professionnel, c'est le fait d'aller à l'école pour assurer son développement personnel qui encourage la poursuite des études***. Ces phénomènes ne s'observent toutefois que chez les garçons. Comme on le voit, l'impact de la nature de la motivation aux études va dans un sens contraire, selon le secteur d'enseignement observé. Cet effet contraire de la motivation doit-il être porté au compte de la structuration même du système scolaire

en deux filières distinctes? Dans la logique du système scolaire actuel, il va de soi que le jeune du secteur général qui fréquente l'école dans un but de spécialisation professionnelle, devra poursuivre des études collégiales s'il veut atteindre cette fin. Par contre, s'il est inscrit au secteur professionnel, il est déjà en voie de compléter une formation professionnelle. En regard de l'objectif poursuivi en matière d'éducation, le processus de décision des jeunes n'est donc pas le même dans les deux secteurs d'enseignement. En ce qui a trait à l'autre dimension de la motivation aux études, soit le développement de sa personnalité, il semble que les élèves du secteur professionnel animés d'une motivation de cette nature soient plus portés à poursuivre des études postsecondaires que leurs pairs fréquentant le même secteur, jugeant sans doute que la formation professionnelle acquise n'est pas satisfaisante à cet égard. Ils verraient dans les études collégiales un moyen de parfaire leur développement personnel, ce qui les inciterait davantage à poursuivre au-delà des études secondaires et ce, malgré le handicap imposé par la structure scolaire.

Les inquiétudes face à l'emploi: des différences spécifiques à chaque classe sociale

Une autre distinction s'observe entre le secteur général et le secteur professionnel. Elle a trait à l'influence qu'exercent, sur le cheminement, les inquiétudes éprouvées face à l'obtention d'un emploi. ***Les différences d'impact entre le secteur général et le secteur professionnel ont ceci de particulier: elles s'opèrent en regard des classes sociales***. Considérons donc la situation qui prévaut dans chaque classe sociale. Dans les classes les plus favorisées, on n'observe aucune distinction entre les deux secteurs d'enseignement. Dans les classes les moins favorisées, au contraire, s'observent les différences les plus marquantes entre le secteur général et le secteur professionnel. Il nous apparaît difficile d'expliquer pourquoi l'impact de l'inquiétude face au marché du travail est totalement différent selon le secteur d'enseignement dans le cas des élèves dont le statut socio-économique d'origine est faible. Peut-être pouvons-nous avancer, à titre d'hypothèse, l'explication suivante. Dans les milieux les moins favorisés, lorsque le marché de l'emploi est bloqué, le seul moyen de faire face à la situation peut être envisagé du côté de l'école, de la meilleure préparation scolaire et professionnelle possible. On fait donc tous les sacrifices nécessaires à l'obtention du diplôme qui se monnaiera le mieux. Le fait de fréquenter le secteur d'enseignement général facilite alors l'obtention d'un tel diplôme, la filière en question y conduisant tout naturellement. Dans le cas des élèves inscrits au secteur professionnel, le raisonnement peut, toujours à titre d'hypothèse, être différent. Si on est très inquiet des possibilités d'emploi, on accédera immédiatement au marché du travail avec l'atout de sa spécialisation professionnelle.

La connaissance du milieu

Dans sa décision de poursuivre ou non des études postsecondaires, le jeune doit évaluer la structure et la capacité d'accueil du marché du travail et en tenir compte. Il va à l'école, dit-il, pour se préparer à occuper une place dans la structure socio-occupationnelle. Cependant, tout en travaillant à parfaire sa formation professionnelle, il doit s'enquérir de ce qui lui arrivera au terme de son apprentissage scolaire. Il ne peut donc ignorer l'environnement dans lequel il devra s'intégrer à plus ou moins court terme. La connaissance des divers éléments de la situation et de leurs relations lui servira à évaluer les coûts et les avantages du cheminement scolaire, d'une part, et du cheminement non scolaire, d'autre part. Dans ce contexte, le jeune peut se poser les questions suivantes. «Si je décroche un diplôme d'études collégiales, mes chances seront-elles meilleures d'obtenir un emploi? Si je risque de chômer de toute façon après le CEGEP ou encore après l'université, ne vaut-il pas

mieux chômer tout de suite? Plutôt que de chômer après mes études secondaires, ne vaut-il pas mieux aller au CEGEP, avec l'espoir que le marché de l'emploi s'améliorera entre-temps?» Voilà quelques-unes des questions auxquelles les jeunes doivent répondre au terme de leurs études secondaires. Toutefois, les réponses qu'ils y apportent, lorsqu'ils considèrent la conjoncture du marché du travail, varient selon le statut socio-économique d'origine, de même que selon le secteur d'enseignement, comme nous venons de le voir.

Les secteurs d'enseignement: deux filières parallèles

Les différences qui viennent d'être relevées entre le secteur général et le secteur professionnel en matière de cheminement scolaire ou non scolaire illustrent bien le fait que nous sommes en présence de deux filières scolaires parallèles. On peut même se demander si la stratification scolaire — considérée ici en regard du secteur d'enseignement et aussi pourrait-on ajouter: de la réussite scolaire — n'engendre pas des différences plus importantes entre les individus que la stratification sociale, dans la mesure où les données de la recherche font observer des écarts plus marqués, en matière de cheminement, en fonction du secteur d'enseignement et de la réussite scolaire, que les écarts observés en fonction du statut socio-économique d'origine et des divers modèles culturels analysés dans le cadre de la présente recherche.

Stratification sociale et stratification scolaire

Cherkaoui en fait une proposition fondamentale dans son ouvrage intitulé *Les paradoxes de la réussite scolaire*. Il semble évident, d'une part, que le système scolaire a un fonctionnement dont les règles et les critères lui sont propres et, d'autre part, qu'il est un sous-système social «lié organiquement à d'autres instances sociales». ***Le processus de décision que suppose la poursuite ou la non-poursuite d'études postsecondaires dépendrait***, si l'on adopte ce point de vue — et nos résultats vont dans le même sens — ***autant, sinon plus, de la stratification scolaire que de la stratification sociale***. Cependant, il ne faut pas oublier que, dans le système scolaire québécois, le fait de se retrouver dans un secteur d'enseignement plutôt que dans l'autre est conditionné pour une part importante par la position qu'occupent le jeune et sa famille dans l'échelle de stratification sociale. Dans ce sens, on pourrait dire que la stratification scolaire et la stratification sociale se renforcent mutuellement dans leur impact sur la décision que doit prendre le jeune à la fin de ses études secondaires. Dans l'analyse du phénomène de la carrière scolaire, il semble donc qu'il faille considérer avec autant d'attention la structure scolaire que la structure sociale.

Situation particulière des jeunes du secteur professionnel

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que ***les jeunes qui détiennent une formation professionnelle doivent surmonter bien des handicaps s'ils veulent accéder aux études postsecondaires***, puisque les études secondaires professionnelles débouchent normalement sur le marché du travail et ne préparent pas à la poursuite d'études supérieures. Comparativement à leurs pairs qui terminent leurs études secondaires au secteur général, ceux du secteur professionnel qui veulent entrer au CEGEP doivent ainsi faire face à des coûts plus élevés (obtention de crédits supplémentaires pour devenir admissibles aux études collégiales, coûts «psychologiques» découlant de la dévalorisation du cours secondaire professionnel, etc.) et à des risques plus élevés également (moins bonne préparation aux études supérieures, échecs scolaires antérieurs, etc.).

Une motivation bien particulière doit donc animer les jeunes de ce secteur qui prennent la décision de continuer leurs études. À l'analyse, il ressort que ce qui caractérise le choix de ce cheminement, c'est bien plus l'anticipation de bénéfices en termes de développement personnel qu'en termes de statut social ultérieur. Ainsi, parmi ces jeunes, ceux qui étudient plus pour développer leurs capacités que pour se préparer à un métier ou à une profession, ceux qui valorisent peu l'occupation dans leur vie et ceux qui s'inquiètent peu au sujet des ouvertures du marché du travail, tous ces jeunes seront plus motivés que les autres à la poursuite des études. Une telle évaluation apparaît fort cohérente: qui peut affirmer, en effet, que ceux qui fréquentent le secteur d'enseignement professionnel, au secondaire, ont autant de chances que les autres jeunes d'occuper plus tard les emplois très spécialisés, prestigieux et hautement rémunérés? Conscients de cette situation, ces élèves auraient donc tôt fait d'ajuster leurs choix en conséquence, de telle sorte que le cheminement dans lequel ils s'engagent une fois terminé le cours secondaire soit celui qui se révèle le plus utile pour eux, suite à l'évaluation qu'ils font des avantages et des inconvénients propres à l'un ou à l'autre cheminement.

D'autres particularités...

Comme on le voit, le secteur d'enseignement contribue à départager les jeunes en deux groupes bien distincts. On a remarqué également que d'autres facteurs pouvaient avoir le même effet. Essayons maintenant d'interpréter un peu plus en profondeur la signification et la portée de certaines des observations faites en ce sens précédemment, en ce qui a trait particulièrement à la situation des filles par rapport à celle des garçons, à la situation des jeunes de milieux favorisés inscrits au secteur général par rapport à celle des autres groupes de jeunes et à la situation de ceux qui réussissent bien en classe par rapport à ceux qui obtiennent des résultats médiocres. Ces commentaires feront l'objet des sections qui suivent.

5.
La situation des filles par rapport à celle des garçons

Une carrière scolaire fort différente à l'école secondaire . . .

Tout au cours de l'école secondaire, la carrière scolaire des jeunes se différencie déjà en fonction de leur appartenance à l'un ou à l'autre sexe. On sait, par exemple, que la fréquentation du professionnel court est davantage le fait des garçons que des filles, que le professionnel long accueille une clientèle beaucoup plus féminine que masculine, tandis que la population masculine dépasse légèrement la population féminine au secteur général. Par ailleurs, et c'est ce que révèle la présente étude, en secondaire V, la réussite scolaire des filles surpasse celle des garçons, quel que soit le secteur d'enseignement considéré et, dans chacun de ces secteurs, quel que soit le statut socio-économique d'origine des jeunes. On peut poser la question: qu'est-ce qui fait que les garçons réussissent moins bien que les filles à l'école secondaire?

. . . et au CEGEP

Si on porte attention cette fois à la situation des jeunes au-delà du cours secondaire, on ne peut qu'observer d'autres différences en fonction du sexe. Ainsi, à réussite scolaire comparable en secondaire V, les garçons décident d'entrer au CEGEP un peu plus souvent que ne le font les filles. Ce phénomène se reproduit d'ailleurs dans chaque secteur d'enseignement, ainsi que dans chaque strate socio-économique. Et, comme le laissent voir diverses recherches, les différences ne s'arrêtent pas là. Garçons et filles continuent de se distinguer dans leur orientation vers les programmes de formation générale ou de formation professionnelle au CEGEP et, par la suite, dans leur choix de disciplines universitaires, de même que, sur le marché du travail, par le genre d'emploi occupé et par le niveau de rémunération.

Les filles surestimeraient les risques à encourir et sous-estimeraient les bénéfices à retirer

Il n'y a jamais adéquation totale entre le taux de survie des garçons dans le système scolaire et celui des filles. En effet, dans chaque secteur d'enseignement, et ce, à réussite scolaire équivalente, les garçons ont une probabilité un peu plus élevée que les filles d'entrer au CEGEP. Lorsque la réussite scolaire est faible, ***les filles, comparativement aux garçons, seraient donc portées à surestimer le risque d'échec possible*** ou, à tout le moins, n'accepteraient pas aussi fréquemment que les garçons de prendre le risque de s'engager dans des études qu'elles ne sont pas certaines de terminer avec succès. Lorsque la réussite scolaire est satisfaisante et qu'en conséquence le risque d'échec à un niveau scolaire supérieur est minimisé, ***les filles sous-estimeraient les bénéfices à retirer d'un investissement scolaire***; les études n'apparaîtraient pas aussi utiles ou nécessaires à leurs yeux qu'à ceux des représentants du sexe masculin. Si elles ne doivent s'insérer qu occasionnellement dans la structure professionnelle, ont-elles besoin de tant d'années de scolarité? Et même avec un meilleur bagage scolaire, ont-elles autant de chances que les garçons de décrocher les emplois auxquels donnent droit les études supérieures? De ce fait, ont-elles autant avantage que les garçons à persévérer dans la voie scolaire? À ces questions, bon nombre de filles semblent apporter une réponse négative.

L'évaluation des bénéfices est fonction des valeurs

Les choix des jeunes sont donc également fonction de l'évaluation qui est faite des bénéfices qu'on peut retirer d'un investissement scolaire. Si les bénéfices escomptés s'élèvent, la poursuite des études apparaîtra plus utile. ***En termes de statut social ultérieur, il est probable que les garçons s'attendent à retirer plus de bénéfices de leurs études que les filles.*** Mais à côté des bénéfices de cet ordre, il existe d'autres types de bénéfices, perçus à la fois par les garçons et par les filles, et qui sont fonction de schèmes de valeurs partagés par les deux groupes. Ainsi, les avantages à retirer d'un investissement scolaire apparaissent plus élevés si l'on juge que l'école est utile et formatrice. Garçons et filles sont donc plus motivés aux études s'ils ont l'impression d'y apprendre quelque chose d'important. On note toutefois que les filles fréquentant le secteur d'enseignement professionnel sont moins perméables que les autres à cette influence; elles fondent moins souvent leur décision de mettre fin ou non à leur carrière scolaire, à partir de l'intérêt que l'école suscite chez elles. Placées devant une situation doublement défavorable face aux études supérieures: être de sexe féminin et être inscrites dans une voie dite terminale, leur perception de l'utilité de l'école ne suffit pas à compenser ces deux handicaps.

Il en est ainsi de l'influence de la nature de la motivation aux études sur le processus de décision et ce, dans les deux secteurs d'enseignement. En effet, chez les filles, contrairement à ce qui se passe chez les garçons, la décision qu'elles prennent de continuer ou non leurs études après l'école secondaire, ne résulte pas de la nature de leur motivation aux études. Peu importe, donc, que les filles fréquentent l'école en vue d'une meilleure préparation professionnelle ou, au contraire, en vue du développement de leurs capacités personnelles, elles ne tiendront pas compte de la nature de cette motivation dans l'évaluation des avantages et des inconvénients associés à la poursuite des études. La motivation d'ordre professionnel ou, si l'on veut, la valeur instrumentale de l'instruction, bien qu'elle soit fort répandue, ne rend donc pas les filles plus ambitieuses de continuer leurs études.

Les difficultés perçues affectent plus les filles que les garçons

Un fait est indéniable: ***elles reviennent sur terre beaucoup plus rapidement que les garçons sitôt qu'elles entrevoient des difficultés dans la réalisation d'aspirations scolaires idéales élevées***. Toute difficulté perçue ne constitue-t-elle pas un risque de plus à encourir si on poursuit ses études? De la sorte, le fait d'envisager des difficultés dans la réalisation de ses projets idéals contribue à rendre plus élevé le taux de risque associé à la poursuite d'études supérieures et, conséquemment, fait décroître l'utilité de telles études. Cette évaluation, les filles sont plus portées à la faire que les garçons, au secteur général du moins. Est-ce à dire qu'elles manquent davantage de confiance en elles, qu'elles ne croient pas avoir les capacités de réussir des études postsecondaires? Une telle attitude peut surprendre quand on sait que les filles obtiennent des résultats scolaires plus élevés que leurs compagnons. Dans la mesure où la réussite scolaire est un indicateur important du risque à encourir dans la poursuite de ses études, comment se fait-il que le risque à cet égard étant minimisé pour les filles, celles-ci soient plus craintives devant les études collégiales et universitaires? Sans doute faut-il s'attarder particulièrement au conditionnement psychologique et social auquel est soumise la femme dès la plus tendre enfance. Elle peut toujours rêver et elle le fait — la preuve en est qu'au début du cours secondaire ses aspirations scolaires sont aussi élevées que celles des garçons — mais lorsqu'arrive le temps d'agir, «le carosse est redevenu citrouille».

Les filles ne sont pas sensibles aux mêmes influences que les garçons

Somme toute, chez les filles, la perception de difficultés dans la réalisation d'aspirations scolaires idéales élevées joue un rôle plus important que chez les garçons dans la décision de mettre fin ou non à sa carrière scolaire dès la fin du cours secondaire. Chez les garçons, par ailleurs, ce sont plutôt les attitudes liées à l'école soit, plus précisément, la perception de l'utilité de l'école et la nature de la motivation aux études qui occupent une plus grande place dans le champ décisionnel comparativement à ce qui s'observe chez les filles.

6.
La situation des élèves de milieux favorisés par rapport à celle d'autres groupes sociaux

La situation particulière des jeunes de milieux favorisés inscrits au secteur général

Si on veut dessiner sommairement la situation des divers groupes sociaux en regard du processus de décision qui s'élabore en secondaire V, on pourrait dire que les élèves dont le statut socio-économique est élevé et qui sont inscrits au secteur général présentent un profil passablement différent de celui des élèves des autres groupes sociaux. Il s'agit là des divergences les plus marquantes. Toutefois, une telle constatation n'exclut pas l'existence de certaines différences entre les autres groupes de jeunes. Cette situation pourrait s'expliquer de la façon suivante selon certains auteurs. À chaque point de bifurcation du cursus scolaire, les jeunes évalueraient les coûts, les risques et les bénéfices associés à la fréquentation d'un établissement d'enseignement supérieur, d'une manière qui serait originale à chaque classe sociale. C'est ainsi que, ***dans les milieux socio-économiques les moins favorisés, on aurait tendance à sous-estimer les avantages futurs et à surestimer les désavantages présents d'un investissement scolaire, de même que les coûts relatifs aux études.***

Ce en quoi ils se distinguent

Regardons maintenant en quoi se distingue le processus de décision des élèves de milieux très favorisés qui sont engagés dans des études secondaires générales. D'abord, il faut souligner que ce sont eux qui ont les meilleures chances de poursuivre des études collégiales comparativement aux élèves qui terminent des études secondaires professionnelles. On observe également chez eux une réussite scolaire bien meilleure. En outre, eu égard à certains paramètres du champ décisionnel, ce processus prend une coloration particulière selon la strate socio-économique à laquelle appartiennent les jeunes de secondaire V.

La valorisation de l'occupation encourage les uns à poursuivre des études . . .

C'est dans le domaine de l'influence des valeurs face au travail sur le cheminement que la distance entre les jeunes issus de milieux favorisés qui sont engagés au secteur général et les autres jeunes se fait le plus sentir. Considérons d'abord l'impact de la valorisation accordée à l'occupation. Chez les jeunes de la strate socio-économique supérieure inscrits au secteur général, une forte valorisation de l'occupation incite à la poursuite de leur carrière scolaire au-delà du cours secondaire. Or, en conjuguant l'appartenance à un milieu socio-économique très favorisé et la fréquentation du secteur général, n'a-t-on pas les meilleures chances (moyennant toujours une réussite scolaire pas trop médiocre) de poursuivre ses études assez longtemps pour décrocher les diplômes permettant l'obtention des emplois les plus fortement valorisés. La distance à franchir n'étant pas trop élevée pour les jeunes de cette strate sociale qui désirent accéder à des emplois de ce type, des efforts pourront être consentis tout au long de la carrière scolaire. La perspective de retirer des bénéfices de cet investissement scolaire donne une signification à leur décision et compense largement pour les quelques petits inconvénients qu'occasionnera peut-être le fait de devoir différer de quelques années l'entrée dans la vie active.

. . . et décourage les autres

Par contre, chez tous les autres groupes de jeunes, les avantages à retirer d'un investissement scolaire apparaîtraient d'autant plus élevés que l'on accorde peu d'importance à l'occupation comme critère de réussite sociale. Ceux qui valorisent peu le travail auraient plus souvent intérêt que les autres à retarder le plus longtemps possible leur entrée dans la vie active et à y préférer la poursuite d'études qui permettront peut-être d'occuper plus tard un emploi qui laissera et le temps et l'énergie et les ressources pécuniaires nécessaires pour se consacrer à d'autres activités que son travail. Par contre, ceux qui valorisent fortement l'occupation peuvent au contraire estimer que la poursuite des études n'est pas avantageuse, puisqu'elle exigerait qu'ils diffèrent leur entrée sur le marché du travail et que, conséquemment, ils ne puissent bénéficier tout de suite d'un statut social (celui de travailleur) qui revêt une haute signification à leurs yeux comme critère de réussite.

L'indécision professionnelle incite à l'abandon des études . . .

Sur un autre plan, l'indécision quant à la carrière exerce aussi un impact différent selon les groupes sociaux considérés. Règle générale, si on excepte toujours les jeunes dont le statut socio-économique est élevé qui sont inscrits au secteur général, les plus indécis en matière d'orientation professionnelle optent plus souvent que les autres pour le marché du travail dès la fin des études secondaires. Il y aurait plus d'avantages à retirer de la fréquentation de l'école si on est fixé quant à son orientation future, si on sait vers quel métier ou vers quelle profession on se dirigera suite à ces études. Autrement, ne risque-t-on pas de perdre et du temps et de l'argent? Les choix professionnels que les jeunes effectuent leur apportent donc une plus grande motivation aux études, en devenant pour eux des objectifs, des buts à atteindre. Fait à souligner, la plus ou moins grande indécision quant à sa carrière future intervient, dans le processus de décision, de manière plus marquée au secteur professionnel qu'au secteur général. D'une part, ***l'éventail des choix qui s'offrent aux élèves qui ont reçu une formation professionnelle est beaucoup plus limité qu'il ne l'est pour ceux qui ont acquis une formation plus générale à l'école secondaire***. Bien souvent, en effet, ces jeunes n'ont pas de choix: s'ils s'inscrivent au CEGEP, c'est dans un programme professionnel similaire ou connexe au programme dans lequel ils étaient inscrits au secondaire. En ce sens, on peut croire que leur orientation doit être assez clairement définie s'ils veulent accéder aux études collégiales. Sous cet angle, la contrainte devant laquelle ils sont placés est d'ordre structurel. D'autre part, puisque les cours de formation professionnelle débouchent normalement sur le marché du travail, une motivation spéciale doit animer les détenteurs d'une telle formation qui désirent néanmoins continuer leurs études. Pour bon nombre d'entre eux, cette motivation ne serait pas sans lien avec la formulation d'objectifs précis de carrière. On se souviendra néanmoins, au secteur professionnel toujours, que ce ne sont pas les jeunes qui fréquentent l'école principalement en vue de se préparer à un métier ou à une profession, qui poursuivront le plus leurs études.

. . . sauf chez les jeunes du secteur général issus de milieux favorisés

Par contre, chez les jeunes de la strate sociale supérieure qui fréquentent le secteur d'enseignement général, contrairement à la situation rencontrée chez tous les autres sous-groupes considérés, ce sont les plus indécis quant à leur orientation professionnelle qui estiment retirer le plus de bénéfices de la prolongation de leurs études. Ne pas savoir exactement à quoi mèneront les études n'est donc pas une raison valable pour que les jeunes du secteur général appartenant à un milieu socio-économique très favorisé envisagent qu'il soit risqué de poursuivre celles-ci. Au contraire, ***moins ils seront fixés quant à leur choix de carrière, plus ils seront portés à continuer d'étudier***. Quand on ne sait pas trop vers quel métier

ou vers quelle profession se diriger, n'a-t-on pas intérêt à retarder le plus longtemps possible le moment où s'effectueront les choix professionnels, en s'inscrivant, par exemple, à un programme de formation générale au niveau collégial? Cette solution ne peut toutefois être envisagée que dans la mesure où on peut se payer le luxe d'un éventuel changement d'orientation, d'études prolongées ou même de l'achèvement de plus d'un programme d'études. Et ce luxe, les jeunes de la strate socio-économique supérieure peuvent probablement se le payer plus souvent que les autres jeunes.

La sélectivité du système scolaire est fonction des classes sociales

Il semble donc que les jeunes de la classe sociale supérieure inscrits au secteur général aient tendance à se distinguer de tous les autres jeunes dans l'évaluation qu'ils font des avantages et des inconvénients associés à la poursuite des études. La stratification sociale est très présente à l'intérieur du système scolaire. Il n'est certes pas vrai de dire que notre système scolaire n'exerce plus de discrimination sociale. ***L'influence de la classe sociale d'appartenance demeure prépondérante***. Les résultats de la présente recherche en font largement la preuve. Cet impact de la position sociale sur la décision scolaire ou non scolaire s'exerce tant de façon directe que dans la manière dont les modèles culturels influencent l'orientation après l'école secondaire.

7.
La situation de ceux qui réussissent bien en classe par rapport à ceux qui réussissent médiocrement

La réussite scolaire: facteur de sélection

Dans le système scolaire québécois (comme dans bien d'autres d'ailleurs), ***la réussite scolaire agit comme un puissant mécanisme de sélection des étudiants et de leur orientation dans les diverses filières de l'enseignement***. À l'école secondaire, par exemple, sont classés dans la voie «enrichie» ceux-là seuls qui obtiennent d'excellents résultats scolaires; si ces résultats sont vraiment médiocres, c'est dans la voie «allégée» que se retrouvent les jeunes. En outre, la bifurcation vers le secteur professionnel après le secondaire II ou III est d'autant plus probable que les notes obtenues sont faibles. Or les voies et les secteurs influencent à leur tour le niveau de scolarité qui sera atteint.

Les valeurs interviennent si la réussite est faible

Aux remarques déjà faites précédemment au sujet de l'importance de la réussite scolaire, on pourrait ajouter quelques autres commentaires. Un phénomène particulier se dégage dans le cas de l'influence de certains facteurs sur le processus de décision des jeunes. Tantôt au secteur général, tantôt au secteur professionnel, on peut observer que certaines attitudes ou perceptions, qui n'interviennent pour ainsi dire pas dans la décision scolaire lorsque la réussite scolaire est satisfaisante, jouent un rôle relativement important lorsque la réussite scolaire est faible. Obtenir de bonnes notes à l'école assurerait, en pareil cas, la motivation nécessaire à l'orientation vers des études supérieures, tandis que cette motivation devrait être suscitée par d'autres facteurs lorsque la réussite scolaire est faible. ***Plus le risque d'échec futur est à craindre, donc, plus les jeunes auraient besoin de percevoir des avantages spécifiques à retirer ultérieurement d'un investissement scolaire, avant de s'engager dans cette voie***. Le choix de l'élève de secondaire V s'exercerait d'ailleurs plus librement lorsque celui-ci n'a pas à craindre l'échec scolaire futur ou même le refus d'admission dans un établissement d'enseignement postsecondaire. Les projets d'études formulés peuvent donc se concrétiser plus facilement lorsque le calcul du risque d'échec compte peu dans l'évaluation de l'utilité des études. Si le risque d'échec associé à une réussite scolaire médiocre en secondaire V s'ajoute à d'autres difficultés que perçoivent les jeunes, un investissement scolaire additionnel sera encore moins souvent jugé utile que ce n'est le cas lorsqu'on peut compter sur une bonne réussite scolaire. ***Les facteurs de risque s'additionnant, l'utilité des études supérieures décroît en même temps qu'augmente l'attrait du marché du travail.***

Sélection scolaire et reproduction sociale

La réussite scolaire apparaît suffisamment discriminante en matière de décision scolaire pour qu'elle soit envisagée comme un facteur de sélection des plus déterminant. ***Elle agit en quelque sorte comme un mécanisme intégrateur du système scolaire et, à ce titre, reproduit et amorce la stratification sociale***. En regard de l'égalité des chances, on ne saurait considérer la réussite scolaire comme le seul baromètre ni comme le plus juste, pour mesurer les capacités réelles d'un individu. L'instrument de mesure est trop imparfait pour lui accorder une importance démesurée. Son imprécision dans la mesure des aptitudes n'a malheureusement d'égale que la rigueur et la trop grande portée de son utilisation!

8.
Vers quoi orienter notre attention et nos efforts?

La décision de poursuivre ou non ses études: une action complexe

Toutes les observations qui précèdent laissent voir que le processus de décision de l'élève de secondaire V est constitué d'un réseau d'interaction relativement complexe qui encadre l'action de l'individu. Cette interaction, on l'a vu, présente des rapports de nature différente selon les groupes d'individus. On se rend compte que le cheminement suivi au sortir de l'école secondaire est loin d'être étranger à la situation sociale et à la situation scolaire des jeunes, de même qu'aux modèles culturels en vigueur dans leur milieu.

C'est ainsi que les représentations que les jeunes se font de l'école et du travail influencent la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires, dans les sens décrits précédemment. Certaines valeurs et normes sociales donnent un sens au choix posé par le jeune; les modèles culturels qu'il a intériorisés le guident au moment de son orientation après les études secondaires. Les valeurs et les attitudes relatives à l'école et au travail qu'exprime l'individu sont une manifestation du système de la personnalité. La personnalité a intériorisé, selon une démarche qui est propre à chaque individu, les éléments qui forment la trame du système social et du système culturel. Ces éléments ont une double signification sur le cheminement suivi après l'école secondaire. D'une part, ils influencent le développement de la personnalité du jeune; d'autre part, ils modèlent la situation dans laquelle il se retrouve. L'influence desdites valeurs sur le cheminement scolaire ou occupationnel doit être envisagée dans cette perspective.

En définitive, ***le cheminement suivi au sortir de l'école secondaire correspond à un but que se fixe l'élève, lequel but est contrôlé, conditionné en quelque sorte par la situation scolaire, par la position qu'occupe le jeune dans le réseau scolaire***. Dans la détermination du but à poursuivre, il doit tenir compte de sa situation personnelle sur l'échiquier social, conformément aux conditions qui lui sont faites. Pour ce faire, il a besoin, pour justifier son choix, de motivations individuelles qui prennent source dans les modèles culturels.

Une démarche individuelle à portée sociale

Les résultats de la présente recherche mettent en évidence le fait que le destin scolaire ou non scolaire des jeunes Québécois et Québécoises ne saurait être la résultante d'une démarche strictement individuelle. Les conclusions auxquelles nous parvenons expriment assez clairement, nous semble-t-il, la portée sociale d'un tel choix. Terminer ses études secondaires et ce, parfois avec beaucoup de difficultés, n'est pas de la seule responsabilité de l'élève. L'école incline trop facilement à attribuer les difficultés d'apprentissage du jeune au manque d'aptitude de ce dernier, à son désintéressement vis-à-vis de la chose scolaire, oubliant ainsi que le destin individuel est façonné par le milieu, par l'environnement tant scolaire, que familial ou social. ***L'école, en tant qu'institution sociale, assume certes une part importante de responsabilité en matière d'échec scolaire et d'abandon prématuré des études.***

Vers des actions concrètes . . .

De telles constatations devraient inciter les éducateurs à réfléchir sur les actions à entreprendre pour rendre le jeune plus autonome dans sa démarche d'orientation scolaire et professionnelle. À cet effet, il nous semble essentiel d'impliquer tous les intervenants du milieu scolaire. À titre indicatif, nous soumettons les réflexions suivantes, lesquelles pourront être reprises, bonifiées, adaptées par les différents milieux scolaires.

L'aide aux élèves en difficulté d'apprentissage

Il convient d'accorder une attention particulière aux élèves en difficulté d'apprentissage, à ceux qui ne peuvent, dans les conditions scolaires actuelles, compléter avec succès le programme d'études secondaires. Il existe déjà des projets spéciaux, touchant principalement les milieux défavorisés, qui visent à améliorer les taux de scolarisation chez les jeunes, en contrant plus particulièrement l'absentéisme et l'abandon scolaire. Diverses formes de suivi de l'élève ont, au cours des dernières années, été mises à l'essai dans plusieurs écoles, afin d'éliminer certains aspects déshumanisants de l'école qui ont une incidence tant sur les apprentissages que sur les relations sociales vécues à l'intérieur de l'école. D'autres écoles encore ont mis sur pied des projets qui visent à rendre de meilleurs services scolaires aux élèves les plus susceptibles d'abandon scolaire. En somme, tous ces projets ont le mérite de prendre pour cible des populations scolaires aux prises avec des difficultés de cheminement scolaire: les jeunes de classe sociale modeste, les élèves en difficulté d'apprentissage, de même que les élèves aux prises avec des problèmes d'orientation professionnelle. Le milieu scolaire a donc fait un effort pour identifier les groupes de jeunes, mieux encore les écoles, susceptibles d'avoir besoin d'une aide spéciale. Cependant, il semble qu'on possède rarement les moyens d'identifier personnellement les élèves dont les caractéristiques socio-économiques, scolaires et culturelles sont porteuses de risques au point de vue du cheminement scolaire. Les élèves aux prises avec des problèmes de cheminement scolaire arrivent en général dans les bureaux des services personnels aux étudiants au moment où leur cas est suffisamment détérioré pour entraîner une situation irréversible. Il est souvent trop tard pour aider efficacement le jeune au plan de sa carrière scolaire. Il faudrait que l'école recueille des éléments d'information d'ordre socio-économique, culturel et scolaire lui permettant d'identifier les élèves présentant des risques élevés d'échec scolaire, soit par questionnaire, soit par la demande d'informations additionnelles sur la fiche d'inscription de l'élève. Ces informations devraient être confidentielles et ne servir qu'aux enseignants et aux professionnels non enseignants impliqués dans un suivi de l'élève qui s'amorcerait dès l'entrée au secondaire.

Objectifs d'une intervention planifiée au niveau de l'école

La principale caractéristique d'un projet visant à intervenir auprès des élèves dont le cheminement scolaire est hypothéqué, est l'implication de tout le personnel de l'école: direction, enseignants et personnel non enseignant. Un tel projet viserait à:

1 - sensibiliser les enseignants aux réalités vécues par l'élève: son histoire personnelle et sociale, ses inquiétudes et ses espoirs face à l'avenir;

2- amener les enseignants à se sentir impliqués face aux réussites et aux échecs scolaires de leurs élèves, face à leurs aspirations scolaires et professionnelles;

3- donner aux professionnels non enseignants des occasions de greffer leur travail sur les réalités d'apprentissage et de motivation scolaire de l'élève et sur les préoccupations éducatives des enseignants; les rapprocher des réalités vécues en classe;

4- faire jouer à l'école un rôle de stimulation à apprendre et d'encouragement à l'élève dans la planification d'une carrière scolaire répondant à ses aspirations;

5- faire profiter l'élève de l'expérience d'un adulte impliqué dans la chose scolaire qui saura le conseiller et l'encourager dans son cheminement scolaire durant le cours secondaire.

L'évaluation de la qualité de l'éducation offerte par chaque école

Dans la perspective où ***l'instruction est considérée comme un service essentiel à la collectivité***, chaque école aurait intérêt à accumuler des informations statistiques sur une base longitudinale afin d'évaluer sa performance en tant qu'institution publique: à savoir si les élèves qu'elle reçoit en secondaire I continuent leurs études jusqu'à l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires, s'il s'agit d'un diplôme d'études générales ou professionnelles, si ses élèves poursuivent ou non des études au niveau collégial, s'ils y réussissent bien, s'ils discontinuent leurs études avec ou sans diplôme, s'ils se tirent d'affaire sur le marché du travail. D'autres statistiques sur les résultats scolaires, à partir de tests standardisés ou des examens du Ministère, permettraient à l'école de vérifier au cours des ans certains aspects de la qualité de ses enseignements, en comparant les résultats et les trajectoires scolaires de ses élèves à ceux des élèves provenant des autres écoles.

Quelques mesures à appliquer

S'assurer que tous ses élèves réussissent bien, voilà l'objectif premier de l'école qui doit guider toutes ses interventions. Mieux encore, l'école pourrait mettre au centre de ses préoccupations sa volonté d'amener la population qu'elle dessert à améliorer d'année en année la qualité de ses acquis éducatifs. Dans cette perspective, on verrait des mesures comme la mise en place d'assistance en cas d'échecs scolaires, probables ou réels, l'enseignement individualisé, l'évaluation formative des acquis, l'adaptation des objectifs d'apprentissage aux rythmes d'apprentissage de l'élève. Ces différentes mesures viseraient à assurer une formation minimale pour tous et seraient une stimulation à apprendre et un encouragement à la scolarisation.

Munis d'instruments capables d'évaluer les performances éducatives de l'école, outillés pour identifier les élèves aux prises avec des problèmes d'apprentissage, formés à intervenir auprès d'eux et stimulés professionnellement par une équipe des services aux étudiants déjà passablement au courant des problèmes vécus par les jeunes, les enseignants, ainsi que le personnel de direction, arriveraient sûrement à ***assurer une meilleure qualité d'éducation, gage d'une accessibilité réelle à tous les niveaux d'enseignement.***

Cette hypothèse de travail permettrait donc de situer dans un ensemble cohérent les interventions qui se font dans un milieu scolaire donné. Une telle action «globale» n'exclut pas toutefois la nécessité de mettre en oeuvre des actions circonscrites à des groupes particuliers. C'est dans ce sens que s'inscrivent les propositions qui suivent.

L'intervention auprès des élèves de milieux défavorisés

Considérons, en premier lieu, la situation des enfants des milieux socio-économiquement faibles. Le danger est grand, pour les éducateurs, de démissionner face aux problèmes que vivent à l'école les enfants de ces milieux. L'évaluation des divers programmes d'éducation compensatoires expérimentés jusqu'à maintenant, incite à croire que de tels programmes n'ont pas tous les effets escomptés. Ces projets étaient-ils trop ambitieux en croyant que l'école pourrait changer le contrat social,

réduire les inégalités socio-économiques? Quoi qu'il en soit, devant tant d'efforts qui semblent avoir rapporté bien peu, l'école peut être tentée de retourner à ses anciennes façons de faire et oublier sa responsabilité face aux enfants en difficulté, surtout dans une conjoncture économique difficile. À notre avis, ce serait là faire bien peu de cas de la responsabilité sociale de l'école. N'a-t-elle pas à se soucier d'autant plus des jeunes qu'ils vivent des situations difficiles? Par ses interventions, l'école ne doit pas travailler uniquement dans une perspective de promotion individuelle mais plutôt de ***promotion collective des jeunes de ces milieux***. Un effort particulier de conscientisation des jeunes doit être fait en regard des valeurs propres à leurs milieux et de celles des autres secteurs de la société en vue de faciliter leur insertion sociale. La préoccupation de l'école à l'égard des milieux défavorisés doit se traduire dans une politique globale et cohérente, ce qui n'exclut pas les actions sectorielles, notamment en matière de formation professionnelle et d'orientation scolaire et professionnelle. La nécessité d'intervenir en ces domaines, même si elle se fait sentir pour l'ensemble de la clientèle scolaire, s'applique, à plus d'un titre, aux jeunes de milieux défavorisés. Les risques d'échec sont souvent multipliés, pour plusieurs d'entre eux, du fait d'appartenir à des classes socio-économiquement faibles et d'être inscrits au secteur professionnel.

La formation professionnelle et l'impact de la réussite scolaire

Les possibilités d'accéder à des études de niveau postsecondaire, à partir de l'enseignement professionnel de niveau secondaire, sont passablement limitées si l'on se base sur la fréquence statistique du phénomène. Dans quel sens faudrait-il agir pour que la possibilité théorique de la chose devienne plus souvent une possibilité concrète? L'analyse du processus de décision en matière d'orientation au-delà du cours secondaire peut contribuer à nous éclairer quelque peu sur ce terrain. ***Parmi les facteurs analysés sur lesquels l'école a une certaine prise, il faut rappeler en premier lieu celui de la réussite scolaire***, dont l'influence est énorme en regard de la poursuite d'études postsecondaires. Nous envisageons trois façons principales d'en tenir compte de telle sorte que s'améliorent les chances d'accès aux études postsecondaires pour ceux qui fréquentent le secteur professionnel de niveau secondaire.

La première façon concerne l'entrée dans ce secteur: moins on y accédera pour des raisons de non-réussite ou des résultats médiocres en secondaire II et III, c'est-à-dire, plus on y accédera par choix positif et non en percevant ce secteur comme ce qui reste quand d'autres options ne sont plus possibles, plus les finissants de ce secteur auront la possibilité d'études ultérieures.

La seconde façon de tenir compte de l'importance majeure de la variable «réussite scolaire» pour les jeunes du secteur professionnel, c'est de ***faire en sorte que leur rendement scolaire dans les matières qu'ils ont en commun avec les élèves du secteur général soit «à la hauteur», assez consistant pour rendre vraisemblable et possible un accès à des études postsecondaires***. L'entrée en formation professionnelle, études techniques et application en ateliers, amène chez beaucoup de jeunes un regain de motivation, de maturité et de discipline, et souvent un regain de confiance dans sa propre capacité de réussir, après une période de scolarisation plus ou moins morose. En adaptant correctement la pédagogie des matières dites «générales» à l'acquis et à la motivation des élèves, il est possible d'assurer plus largement le succès dans les apprentissages concernés.

La dernière façon de renforcer les chances de dépasser le niveau d'études secondaires par le biais du facteur réussite scolaire, c'est naturellement par le contenu même de la formation technique dispensée. Plus cette formation sera réussie, non seulement comme acquisition d'habiletés particulières, mais également comme expérience d'apprentissage et comme accès à un domaine où la compétence peut s'étendre et s'approfondir presque indéfiniment, plus grandes seront les dispositions à chercher ultérieurement des cadres de formation offrant l'accès à des niveaux de qualification plus poussés.

Une aide plus grande en matière d'orientation professionnelle pour le secteur professionnel

Comment tenir compte des autres facteurs sur lesquels l'école a une certaine prise? Nous avons constaté que, parmi les jeunes du secteur professionnel, les dispositions qui donnent relativement plus de chances d'accéder à des études postsecondaires vont dans le sens d'étudier plus pour développer leurs capacités intellectuelles que pour se préparer à un métier ou à une profession, de valoriser peu l'occupation, de s'inquiéter peu au sujet des ouvertures du marché du travail. Cela conduit de toute évidence à deux conclusions pratiques. Premièrement, ***il ne faut pas que les services d'orientation soient dispensés comme s'ils ne concernaient plus les jeunes du secteur professionnel.*** Deuxièmement, il faut considérer comme positif tout ce qui aide à passer de l'étroite préoccupation du choix d'une spécialisation particulière à une vision plus large d'une carrière où vie personnelle, vie sociale et travail se combinent et s'harmonisent. Dans ce contexte, il faut sans doute désamorcer l'effet néfaste d'une certaine hantise des jeunes face à la rareté des possibilités d'emploi. Nous avons en effet discerné l'impact d'autant plus négatif de cette perception qu'elle est plus forte. Dans une conjoncture économique difficile, lorsque toutes les études de *Relance* continuent à démontrer qu'un degré plus élevé de qualification constitue un atout indiscutable, ***il faut profiter de toutes les chances de diminuer les difficultés que les jeunes anticipent dans la poursuite d'études postsecondaires***, particulièrement pour les jeunes du secteur professionnel. À cet égard, une meilleure collaboration institutionnelle entre le niveau secondaire et le niveau postsecondaire s'impose.

Les filles inscrites au secteur professionnel

La situation des filles inscrites en secondaire V professionnel a une particularité: celles-ci relèvent en grande partie du programme commerce, administration et services, et ce programme se démarque moins de celui du secteur général que le programme des élèves inscrits dans des techniques industrielles, de construction, agro-alimentaires, etc. Le passage au niveau postsecondaire s'en trouve objectivement moins problématique. Cependant, il ne faut pas oublier la présence d'un autre handicap: l'anticipation de difficultés dans la poursuite des études semble démobiliser davantage les filles que les garçons. Comment faire en sorte que les études collégiales deviennent subjectivement plus tentantes et statistiquement plus fréquentes pour ces jeunes filles? Les approches esquissées jusqu'ici sont pertinentes. À cela, on pourrait ajouter quelques réflexions touchant l'orientation scolaire et professionnelle.

L'orientation scolaire et professionnelle

À notre avis, un effort particulièrement soutenu devrait être fait pour «***désexiser***» ***l'orientation scolaire et professionnelle à l'école secondaire***. Malgré une plus grande conscientisation au sujet de la situation des femmes dans le monde scolaire et sur le marché du travail, il semble qu'il reste encore beaucoup à faire pour que les filles aient les mêmes chances que les garçons, à l'école secondaire et au CEGEP. Les faits sont suffisamment connus pour qu'il ne soit pas nécessaire de les rappeler ici.

Plusieurs mesures s'imposent pour corriger une telle situation. Soulignons, entre autres, l'attention particulière qu'il faudrait accorder à l'information scolaire et professionnelle faite auprès des filles. Les filles gagneraient sûrement à être mieux informées de la situation des femmes dans la société actuelle, plus particulièrement dans le monde du travail. La présente recherche met en évidence le fait que les filles ont tendance à sous-évaluer les avantages qu'elles pourraient retirer des études collégiales et universitaires. Dans un tel contexte, il conviendrait, nous semble-t-il, de sensibiliser les filles à d'autres valeurs que celles liées à leur rôle futur d'épouse et de mère, ***de démontrer aux filles l'utilité indéniable d'une formation scolaire et professionnelle poussée*** afin de ne pas être massivement confinées, lorsqu'elles intégreront le marché du travail, aux emplois les moins valorisés, les moins payés et les moins stables. Il existe déjà certains programmes qui favorisent la formation des jeunes dans des secteurs de pointe. Pourquoi ne ferait-on pas un travail de sensibilisation particulièrement poussé à cet égard auprès des filles?

Les cours d'information scolaire et professionnelle inscrits à la grille-horaire du programme d'études secondaires se prêteraient particulièrement bien à une telle sensibilisation auprès des élèves, tant garçons que filles. Le projet «Vire-vie», expérimenté dans plusieurs écoles, apparaît particulièrement pertinent dans la mesure où les utilisateurs sont préparés à l'application d'un tel outil.

Un travail de sensibilisation devrait être fait aussi auprès des conseillers en orientation et des spécialistes en information scolaire pour les inviter à ne pas cantonner les filles dans les métiers dits féminins et les garçons dans les métiers dits masculins. Les emplois traditionnellement réservés à l'un ou l'autre sexe y gagneraient certainement à une plus grande perméabilité en ce domaine.

L'évaluation des apprentissages en regard de la formation de base

En terminant, nous voudrions porter attention aux problèmes que pose l'évaluation des apprentissages. La présente recherche a démontré, une fois de plus, l'importance des notes scolaires dans la carrière scolaire du jeune. Le bulletin scolaire constitue le principal critère de sélection des élèves et détermine en grande partie l'admission ou le refus à un niveau scolaire supérieur.

Étant donné tous les problèmes que pose l'évaluation des apprentissages comme telle, ne faut-il pas réfléchir sérieusement à la portée de ladite évaluation? On n'est pas sans s'interroger sur la validité et la fiabilité des tests et examens qui sont censés mesurer les habiletés et les connaissances des élèves. On remet de plus en plus en question la capacité des instruments de mesure utilisés de rendre compte des connaissances réellement acquises par les élèves.

Dans la mesure où l'un des objectifs de la période de scolarité obligatoire est de fournir aux jeunes les outils de base leur permettant de jouer leur rôle de citoyen, l'école doit s'assurer que les matières dites obligatoires ont été bien comprises et assimilées par les élèves. Dans cette perspective, les résultats aux tests et examens doivent faire l'objet d'un examen de conscience de la part de l'institution scolaire. Plutôt que de servir à classer les élèves et à déterminer leur capacité de passer à un niveau d'enseignement supérieur, ***les résultats scolaires devraient d'abord et avant tout permettre d'identifier les élèves qui éprouvent des difficultés pour ensuite leur apporter une aide toute spéciale***, répondant aux types de difficultés qu'ils rencontrent. Les notes scolaires ne servent plus alors de sanctions mais de véritables outils de formation.

En d'autres termes, le rôle de l'école ne s'arrêterait plus, en matière de résultats scolaires, à catégoriser les élèves à partir du succès ou de l'échec aux examens. Bravo pour ceux qui réussissent, tant pis pour ceux qui échouent! Dans le contexte actuel, la responsabilité de l'école s'arrête là. Nous considérons, en pareil cas, que l'école a malheureusement échoué face à ceux qui ne peuvent obtenir le diplôme d'études secondaires. Les échecs des élèves devraient au contraire donner le signal d'alarme à partir duquel l'école assurerait tout un programme d'assistance supplémentaire et ce, tout au long du cours secondaire, pour conduire ces élèves vers l'obtention du diplôme d'études secondaires.

Un tel objectif ne devrait toutefois pas être atteint par des moyens fallacieux, du genre «normalisation des notes». ***Le diplôme de fin d'études secondaires devrait être la preuve réelle que tous et chacun des élèves ont acquis les connaissances et habiletés jugées nécessaires***, ou encore dites «de base», dans la société actuelle.

Conclusion

Ces quelques réflexions et pistes d'action seront l'occasion, espérons-nous, d'amorcer de nouvelles réflexions dans le milieu scolaire et de susciter de nouvelles initiatives. Nous n'avons pas la prétention d'avoir répertorié toutes les actions susceptibles d'aider le jeune dans sa démarche de formation. Les divers intervenants dans l'école sont les mieux placés pour identifier les problèmes particuliers des jeunes avec qui ils sont en contact et pour inventorier les solutions les plus appropriées. La recherche a permis tout au plus d'expliquer les mécanismes en jeu dans la prise de décision des jeunes et de suggérer certaines voies d'intervention. Le travail le plus important reste à faire.

Édité par la Direction des communications
du Conseil supérieur de l'éducation

50-2056